

inter action

112

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN
SEPTEMBRE 2022

DOSSIER

Aide alimentaire Visite en coulisses



PAGE
8

INTERVIEW

**Cécilie
Cristia-Leroy**
Commissaire
régionale à la
lutte contre la
pauvreté



PAGE
11

PORTRAIT

Ludivine Munos
Championne
de la résilience



PAGE
12

TABLE RONDE

**Harcèlement
scolaire :**
comment le
rendre visible ?

A la recherche
d'un logement où
vivre sa retraite en
toute sérénité ?

Découvrez
16 résidences
pour nos aînés
dans l'Ain

www.marpa-ainrhone.fr
04 74 45 99 68
Rencontrons-nous !

- » Une résidence à taille humaine : 30 logements maximum T1 bis ou T2 adaptés aux personnes à mobilité réduite
- » Une gestion associative à but non lucratif
- » Un accompagnement professionnel personnalisé
- » Des temps de partage et de convivialité
- » Une restauration maison confectionnée sur place
- » La sécurité 24/24H
- » Des coûts optimisés



6 | 7
**C'est vous
QUI LE DITES**



8 | 10
**Interview Cécilie Cristia-Leroy
LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ**



12 | 14
**Table ronde
LE HARCÈLEMENT SCOLAIRE**



11
**Portrait pour traits
LUDIVINE MUNOS**



30 | 31
**Reportage
UKRAINIENS : « LA VIE CONTINUE »**



41
**Dossier
DANS LES COULISSES DE L'AIDE ALIMENTAIRE**



19 | 39
LE CAHIER PARTENAIRES



LE MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ACTION SOCIALE DANS L'AIN
Partenaires : ADAPA, Adapei, ADMR, Ain Domicile Services, Alfa3a, Bourg Habitat, Conseil départemental de l'Ain, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain |
Directeur de la publication et de la rédaction : Jacques Dupoyet | **Directrice opérationnelle :** Eveline Lines Prévitali
Réalisation : Abscisse Communication, 27 rue des Bons Enfants 01000 Bourg-en-Bresse, Tél. 04 74 24 44 44 | **Création :** Genaro Studio |
Rédaction : Agnès Bureau, Bénédicte Limon, Christophe Milazzo, Marylou Prévost, Annick Puvilland | **Photographies :** Jean-François Basset, Thierry Humbert
Illustrations : flaticon.com (PixelPerfect, Uicon, Monkik) ; pixabay.com ; iStock.com | **Impression :** Estimprim. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X.

www.interaction01.info

Contact : redaction@interaction01.info

Entreprise d'insertion des jeunes et adultes de l'Ain

Un nouveau directeur

Laurent Seigneur est à la tête de l'Entreprise d'insertion des jeunes et adultes de l'Ain (EIJAA) depuis cet été. Il a pris la suite de Philippe Prévitali, qui a assuré le développement de la structure oyonnaxienne pendant vingt ans.

Laurent Seigneur arrive en terrain connu puisqu'il avait travaillé une quinzaine d'années à l'EIJAA avant de monter son activité de paysagiste indépendant (avec succès) il y a deux ans. Un « retour » donc, souhaité par un conseil d'administration et un président, Philippe Breyse, qui savent pouvoir compter sur ses compétences techniques et de management. Sa feuille de route inclut de renforcer l'accompagnement social et professionnel

des salariés en insertion et de recentrer les chantiers. Avec un chiffre d'affaires global de 1,2 M€, l'association est en très bonne santé financière.

L'EIJAA regroupe un atelier chantier d'insertion et une entreprise d'insertion, soit neuf équipes au total. Elles interviennent sur les bassins d'Oyonnax, du Pays bellegardien et du Pays de Gex, avec une incursion sur la communauté de communes des Rives de l'Ain, pour des travaux d'entretien d'espaces verts, d'aménagement de sentiers, et de second œuvre du bâtiment.

L'EIJAA emploie 15 salariés permanents, dont 2 coordinateurs de chantiers, 9 encadrants techniques et un conseiller en insertion professionnelle. Il porte au total 26 postes en insertion. ■

www.eijaa.net



Laurent Seigneur,
directeur de l'EIJAA



Sur le terrain

Services d'aide à domicile

Évolutive mobilité

Début juillet, le Département a annoncé un coup de pouce financier aux services d'aide à domicile (SAAD) avec lesquels il a signé un CPOM et qui sont impactés par la hausse des carburants et le gel de l'indemnité kilométrique. Ces deux éléments freinaient le recrutement et empêchaient de réaliser toutes les heures à domicile préconisées (300 000 h non effectuées en 2021).

Ce plan de soutien ciblera la mobilité en faisant passer l'indemnité kilométrique de 0,35 à 0,60 € au 2^e semestre 2022, pour un coût de 500 000 €. La seconde

mesure suit la réflexion engagée depuis deux ans par les SAAD pour déployer une flotte automobile pour les intervenants à domicile. Elle sera gérée par les SAAD et financée par le Département à hauteur de 2,5 M€. 1302 voitures (dont 13 % d'électriques) seront livrées au 1^{er} semestre 2023. En plus d'améliorer les services rendus, ces véhicules aux couleurs des associations seront un outil de communication pour conserver les salariés en place et recruter. Autant de mesures que Jean-Paul Peulet, vice-président de l'Adapa, a qualifié « d'éléments d'une reconnaissance forte pour les aides à domicile ». ■

À noter

Ils partent, ils arrivent

Sous-préfecture de Belley



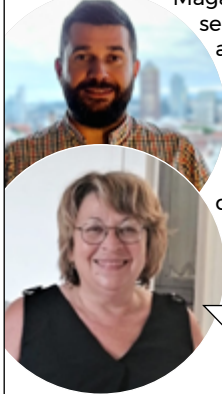
Yannick Zcalzotto

Auparavant sous-préfet à la relance auprès du préfet du Finistère, Yannick Zcalzotto a été nommé sous-préfet de Belley le 16 août. Il succède à François Payebien, nommé sous-préfet de Tournon-sur-Rhône.

Sous-préfecture de Nantua et Gex

Pascaline Boulay, sous-préfète de Nantua et Gex, a quitté ses fonctions fin août.

Éducation nationale



Magali Dugué a succédé en septembre à Yann Pierné, aujourd'hui en poste dans le Rhône, à la fonction de conseiller technique de service social à la DSDEN de l'Ain, responsable départemental du service social en faveur des élèves.

Yann Pierné &
Magali Dugué

CIDFF 01

Anne Bornet a succédé à Delphine Bernard au poste de directrice du CIDFF 01. Elle a été entre autres directrice de l'intégration à Alfa3a en 2019.

Anne Bornet

Habitat et humanisme

Après six ans de présidence d'Habitat et humanisme Pays de l'Ain, Hervé Chesnel a passé le relais à Denise Bouvier.

Denise Bouvier

Gendarmerie de l'Ain

Nommé chargé de projet à la direction générale de la Gendarmerie nationale, au service de la Transformation, le colonel Yannick Bellemin-Laponaz* a quitté le commandement du groupement de gendarmerie départementale de l'Ain. Le colonel Rudy Gaspard, auparavant chargé de mission à l'IGGN (Inspection générale de la gendarmerie nationale) lui a succédé le 1^{er} août.

* Voir *Interaction* n°107 (juin 2021), p. 8-10

ÉDITO

PAR JACQUES DUPOYET, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Pauvreté en 2022 : comprendre pour agir ensemble

Alors que la situation de bon nombre de ménages se tend de façon plus que sensible avec le retour d'une inflation à 5,8 % sur un an en juin dernier, un indice INSEE des prix à la consommation enregistrant sur la même période une hausse de 28,5 % du prix de l'électricité, du gaz et autres combustibles, ainsi qu'une hausse moyenne limitée, si j'ose le dire, à 6 % des produits alimentaires pouvant toutefois dépasser les 30 % pour des biens de consommation courante tels que farines et pâtes, huiles ou viandes surgelées, l'étude sur l'évolution de la pauvreté précarité en cours de réalisation pour notre département sera loin de pouvoir mesurer toute l'étendue des dégâts que nous sommes en train de découvrir jour après jour. Elle aura toutefois le mérite, à partir du constat réalisé, de faire entrevoir, à la lumière de la situation socio-économique que nous connaissons, **l'ampleur du fossé qui se creuse entre diverses tranches de population au sein de notre société.** Les publics pauvres et précaires bien évidemment sont et seront parmi les plus impactés, mais également, et c'est une triste réalité, une bonne partie des classes dites moyennes.

Il ne nous appartient pas ici d'en analyser les causes, même si le feu de ces dérives semblait couvrir depuis de longs mois, voire pour certains analystes depuis plusieurs années, et que l'actualité récente en est de fait une faible mais pour autant réelle justification, ayant pour le moins servi de détonateur. Ce qui nous importe aujourd'hui, dans un principe de réalité bien comprise, c'est de **pouvoir prendre, à partir d'une photographie prise à un instant T, la mesure d'une situation en constante évolution.**

Au vu de ce diagnostic, les acteurs sociaux, politiques et économiques que nous sommes devront donc nous projeter pour rendre encore nos actions d'accompagnement et de solidarités locales encore plus ciblées et pertinentes.

Nous devons avoir plus que jamais à cœur de nous retrouver avec Serge Paugam le 8 décembre prochain pour notre prochaine Journée d'Interaction, pour le rendu d'un diagnostic partagé entre chercheurs, institutionnels et acteurs de terrain, afin de nous engager résolument dans une démarche d'action collective, chacun à notre niveau mais de façon complémentaire, pour accompagner la mise en œuvre des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère, certes, mais de façon plus pragmatique encore pour exercer une veille sociale la plus efficace possible et être les révélateurs de situations délicates pour un agir ensemble au niveau local afin de permettre d'en réduire voire d'en supprimer les effets.

À très bientôt donc, pour débattre ensemble, début décembre, de la situation que l'actualité a au moins le mérite de replacer sous les feux de la rampe dans une société où le luxe, la facilité et l'opulence ont trop facilement la faculté d'occulter les difficultés endurées de façon bien souvent fort discrète par bon nombre de nos concitoyens. ■



C'EST VOUS
QUI LE DITES !

Les difficultés d'accès à la mobilité sont malheureusement une réalité pour les plus précaires et constituent souvent un frein accentuant les difficultés ou un obstacle pour s'en sortir. Notre équipe de bénévoles d'Oyonnax s'est mobilisée pour faire appliquer une loi donnant droit à une réduction tarifaire de 50 % dans les transports en commun aux personnes avec de faibles ressources*. Nous avons pu rencontrer une délégation de Haut-Bugey Agglomération. Très à l'écoute de notre démarche, élus et techniciens ont permis un échange sincère et efficace. La loi a donc pu être mise en œuvre rapidement. Pour bénéficier de la réduction, il suffit d'aller à l'agence Duobus avec un justificatif de ressources puis de remplir un formulaire.

* Article L. 1113-1 du Code des transports

MATTHIEU DESLOGES
ANIMATEUR DE RÉSEAUX
DE SOLIDARITÉ AU
SECOURS CATHOLIQUE
DE L'AIN

“



« Nous souhaitons accueillir tous les handicaps »

LUC DELBART
DIRECTEUR DU CONSERVATOIRE
À RAYONNEMENT DÉPARTEMENTAL
DE BOURG-EN-BRESSE

“

« La cantine à 1 € est arrivée au bon moment, car la situation s'aggrave pour certaines familles. 25 enfants en bénéficient sur notre école. »

LUDOVIC LOREAU
MAIRE DE SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY



Première rentrée pour le PASS

Vendredi 2 septembre, la cinquantaine d'étudiants du PASS (Parcours accès spécifique santé) de l'université Claude Bernard Lyon 1 ont fait leur rentrée sur le site de Bourg-en-Bresse (Campus Peter Fink). L'ouverture de cette filière de proximité, inédite dans l'Ain, soutenue par le Département et la Région, permet de suivre une première année de formation de médecine, maïeutique, pharmacie ou d'odontologie. Bienvenue aux futurs professionnels de santé !

La pauvreté ne
devrait plus exister
au XXI^e siècle !

**BERNADETTE
COLTICE**
AUTEURE
BURGIENNE



Service national universel Dispositif actif dans l'Ain

Lire notre article +
reportage vidéo
en ligne

En février, juin ou juillet, au total, 450 jeunes Aindinois ont participé à l'un des intensifs séjours de 12 jours organisés dans la région académique dans le cadre du service national universel (SNU). Au programme : sport, culture, citoyenneté, transition écologique, connaissance des services publics... L'Ain a également accueilli 110 jeunes volontaires de la région en juin, aux Sardières à Bourg-en-Bresse,



Au programme
entre autres,
la visite de
la Maison d'Izieu.

et 190 en juillet au lycée de Cibeins. Un quatrième séjour est prévu en 2022, à la Toussaint.

Au retour, les jeunes s'engagent à effectuer 84 h de mission d'intérêt général (MIG) sur deux ans. « Le dispositif plaît aux jeunes. Ils ont besoin d'être reconnus, aidés, sont demandeurs de ce type d'activités » souligne Christian Andreo, chef de projet SNU au SDJES* de l'Ain. « Tous les 15-17 ans sont les bienvenus. Peu importe l'origine sociale, la santé, la religion... »

Lancé en France en 2019, le SNU vise à « développer la culture de l'engagement au service des autres et du pays ». Environ 70 % des participants sont des filles. La mixité est aussi sociale, territoriale... Une centaine de structures disposant d'un internat accueillent les séjours de cohésion. ■

* Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports

Tweet wall



Agglomération du Pays de Gex
@PaysdeGexagglo • 5 septembre.

Patrice Dunand, Président de Pays de Gex agglo, et Vincent Delivet, Directeur de l'hôpital d'Annecy St Julien, inaugurent l'Institut de formation d'aides-soignants (IFAS) dans le #PaysdeGex. Une promotion de 15 élèves sera parée à la fin de l'année au service des Gessiens !

@infojeunes01 • 26 juillet

3 distributeurs de protections hygiéniques GRATUITS ont été installés à Bourg-en-Bresse : au CCAS, au pôle Amédée Mercier et dans les sanitaires publics du marché couvert.

Département de l'Ain
@Departement_AIN • 8 septembre

Rentrée #Collège Léon Comas de Villars-les-Dombes : le Département de l'Ain consacrera 22 M€ à la rénovation complète de l'établissement, le plus ancien du département Reportage de @F3Rhône_Alpes.

@ComiteUSEP01 • 5 juillet

10^e et dernière rando contée #USEP01, #DSDEN01, au château de Champdor. 7 classes ont randonné cycles 2 et 3 de 5 à 6 km. Bilan de l'année : les randos contées ont rassemblé 2000 enfants sur 5 sites et 10 dates. Merci à tous les conteurs bénévoles !

VITE DIT !

Parole entre aidants

Après Miribel, Belley, Prévessin-Moëns, à l'automne 2021, l'ADAPA a ouvert fin juin un groupe de parole pour les proches aidants à Jassans-Riottier. Objectif : leur permettre de se retrouver un mardi par mois, dans un cadre convivial, chaleureux et bienveillant, pour échanger sur des thèmes liés à leur statut. Sept séances au programme, gratuites, sans engagement et sans inscription, animées par un psychologue et un travailleur social.

Tél. 07 87 07 47 78
prochesaidants@adapa01.com

Plus belle, la Ferme Dienet

Coup de neuf sur l'ESAT La Ferme Dienet (Orsac) à Saint-Paul-de-Varax. Afin d'améliorer les conditions de travail des bénéficiaires et d'accueil des clients, les espaces laboratoire, abattoir, cuisine, lavage vaisselle, stockage, vestiaires, magasin ont été agrandis et le parking reconfiguré.



Le nouvel espace de vente.

SISM 2022

Les Semaines d'information sur la santé mentale 2022 battront leur plein dans l'Ain du 8 au 21/10, autour du thème « Pour ma santé mentale, agissons pour notre environnement ! », avec 31 manifestations diverses (conférences, témoignages, ciné-débats, forum, cafés-rencontres, ateliers...).



www.semaines-sante-mentale.fr

Elle est l'une des 18 commissaires nommés à l'été 2019 pour activer la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté dans les régions. Vaste mission, posée sur les épaules d'une unique commissaire. À l'heure où va sortir la feuille de route du nouveau quinquennat, on est loin de « l'éradication de l'extrême pauvreté » promise par le président de la République en 2018, mais les efforts et les effets sont tout de même notables.

Cécilie Cristia-Leroy est une commissaire pragmatique et opiniâtre, à l'aise dans une fonction à l'intersection des administrations d'État et aux côtés des acteurs associatifs. Sa boussole : l'intérêt des personnes concernées. Ingénieure agronome de formation, elle fut précédemment adjointe du délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées.



Cécilie Cristia-Leroy

COMMISSAIRE RÉGIONALE
À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Mesurer les impacts pour **convaincre** le politique

Vous êtes ingénieure agronome de formation : quel chemin vous a menée dans une fonction d'État et au social ?

J'ai choisi l'école des Ponts, des eaux et forêts pour entrer dans la fonction publique. J'ai d'abord travaillé sur les questions d'alimentation, de territoires et de transition écologique avant de me rendre compte que l'humain et le social m'intéressaient davantage. J'ai donc fait un virage vers l'hébergement d'urgence à la DIHAL. J'ai participé à l'écriture puis à la mise en route du plan Logement d'abord. Ensuite j'ai voulu me rapprocher du terrain et de la mise en œuvre concrète des politiques publiques. En tant que commissaire régionale à la lutte contre la Pauvreté, je travaille autant sur les questions de petite enfance que d'emploi ou de santé... C'est aussi ça qui me plaît. Et puis j'essaie de porter une transformation de l'action publique en interne, avec plus de transversalité. Le défi est grand.

Votre pouvoir sur l'évolution de l'action publique est bien réel ?

J'ai choisi des postes où ce qu'on propose peut faire évoluer les politiques publiques. La délégation à la lutte contre la pauvreté n'est pas une administration de gestion. Je ne suis pas dans la « tambouille » directe des budgets ou des dispositifs mais dans l'animation, les recommandations. Je peux me permettre de faire des pas de côté, alors que les commandes classiques sont plus descendantes. Il ne tient qu'à moi d'utiliser mes marges de manœuvre, de monter des actions nouvelles, dans la mesure où je peux démontrer leur intérêt et leur impact.

Le stratégie Pauvreté mise en place en 2018 faisait suite à un plan de lutte contre la pauvreté en 2013. Il y a continuité d'intention et changement sur la méthode ?

Une stratégie ne décline pas les actions, elle les construit sur les territoires. Les commissaires régionaux ont été créés pour ça. Une autre différence entre 2013 et 2018, c'est l'accent mis sur la prévention. Avec l'insertion, c'est le deuxième grand volet de la stratégie. Il a été renforcé sur la petite enfance, sur l'éducation et depuis la crise du Covid sur les inégalités de santé. Côté insertion, on a travaillé le décroisement entre les Pôle emploi, les missions locales, les Caf, les Départements... La mise en œuvre du SPIE² en est un bon exemple. Le suivi des actions a également été renforcé. On sait que les indicateurs sont perfectibles, le rapport de France Stratégie vient de le rappeler. Mais on mesure de façon plus claire les évolutions. Enfin, un budget global a été affecté à cette stratégie, environ 12 milliards d'euros sur le quinquennat 2017-2022.

Le lancement a été l'occasion d'une large mobilisation et de déclarations sur une élaboration très participative. Or les choses semblent s'être resserrées autour de l'État et du Département ?

La crise est passée par là, elle a recentré les acteurs locaux sur l'urgence et accru la charge de travail des services des publics et associations. On commence à en sortir. Mais il est encore nécessaire de redonner du souffle à ces partenariats, impliquer un maximum d'acteurs, s'améliorer pour renforcer les alliances.

... pour se concerter ou pour construire ensemble ?

Il me semble qu'on est dans le montage commun des actions, par exemple sur l'aller-vers, le repérage des invisibles, les jeunes, l'alimentation... Vous avez dans l'Ain un collectif³ sur la précarité alimentaire avec des acteurs impliqués dans la construction d'un plan d'action. Nous le finançons en partie.

Comment avancez-vous sur la participation des personnes concernées par la pauvreté ?

Ce chantier n'est pas simple. C'est aussi à nous, services de l'État, de l'expérimenter ! J'ai par exemple associé de jeunes décrocheurs au jury de sélection des actions de repérage des jeunes invisibles. Or pour qu'ils puissent s'impliquer, il faut du temps et de la méthode. Comment faire pour que leur parole s'exprime ? Quel poids leur donner dans la notation ?... Autre exemple : je suis intervenue récemment à l'INSP (ex-ENA), avec une personne concernée, qui est aussi un travailleur pair dans la Drôme. C'était un test, ça a bien fonctionné ! Je voulais

“

La prévention,
2^e volet de la
stratégie.

mobiliser sur la lutte contre la pauvreté ces futurs énarques et décideurs, qui connaissent a priori très peu le sujet mais qui seront tous concernés, quels que soient leurs postes.

Je pourrais multiplier les exemples : on a soutenu la réalisation, avec des personnes concernées d'un module de formation autour de « l'intervenant social idéal* », à l'intention des travailleurs sociaux. Dans la Drôme, le comité D-base⁵ réalise avec des personnes accompagnées une enquête sur la santé des personnes en hébergement et en accueils de jour. En Ardèche, un comité local du travail social a été mis en place avec des personnes concernées, porté par le Département, pour changer les pratiques.

Je préfère ces actions concrètes à l'instauration d'un représentant des personnes concernées dans chacun de nos comités de pilotage. Ce genre de « caution » ne prend pas en compte réellement la parole des gens. Et puis je me déplace sur les actions et je cherche à discuter avec les gens. C'est là peut-être où j'apprends le plus.

Comment les jeunes sortent-ils de la période Covid ?

Globalement, ça va mieux côté emploi mais certains jeunes restent très éloignés de toutes les institutions. Un consortium s'est monté dans l'Ain avec la Sauvegarde, l'École de la deuxième chance, les collectivités locales, les associations... pour repérer ces jeunes « invisibles », les remobiliser et les ramener vers les solutions existantes. Mais il faut faire plus sur le logement, la mobilité, la santé — notamment la santé mentale. On va proposer une formation sur ce sujet pour les travailleurs sociaux. Des jeunes en service civique, « ambassadeurs de la santé mentale », ont été expérimentés avec l'institut Bergeret de Lyon et Unis-

ciés. Ce dispositif de pairs à pairs va être déployé.

“ Mettre le sujet sur le haut de la pile.

Depuis 4 ans, quels résultats positifs retenez-vous en priorité?

Il y a eu des progrès sur les délais d'orientation des bénéficiaires du RSA. On commence à réussir le pari du décroisement entre accompagnement social et professionnel. Par contre, on n'a pas encore 100 % de solutions pour les jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance, même si les services des Départements sont en train d'évoluer en profondeur. L'alimentation reste un défi majeur, qui ne se limite pas à l'aide alimentaire. On doit élargir le panel de solutions : des structures comme Vrac, les potagers en ateliers d'insertion, la qualité nutritionnelle et environnementale de l'aide alimentaire, la couverture des zones blanches... Plus globalement, je vois que les acteurs se mobilisent fortement. Nous avons contractualisé avec tous les Départements. Les débuts ont parfois été difficiles car l'État souhaitait des objectifs chiffrés sur des compétences qui n'étaient pas seulement les siennes.

Pour certains, la lutte contre la pauvreté — et les dépenses sociales — sont un coût, pour d'autres c'est un investissement...

Sans notre système de redistribution, la pauvreté toucherait au moins 5 millions de personnes en plus. Mais surtout, la prévention est un investissement pour l'avenir,

en particulier sur la petite enfance ou l'éducation. On mène hélas peu d'études sur les coûts évités. Qui aurait parié que des personnes à la rue, schizophrènes ou bipolaires, auraient réussi à se maintenir dans un logement ? C'est pourtant réussi avec la politique du chez soi d'abord. Nous l'avons évalué sur 3 ans avec un panel de 350 personnes dans le dispositif et 350 hors dispositif. On a montré que les 14 000 € annuels du dispositif étaient compensés par les coûts évités en terme d'hospitalisation, d'incarcération ou d'accompagnement social. Ce type de démonstration permet de convaincre le politique d'y mettre les moyens. Mais c'est difficile à mettre en place avec les associations.

Vous les sentez réticentes?

On leur demande du temps en plus, d'autant plus mal accepté que c'est vécu comme un contrôle. Or j'essaie d'en faire exactement l'inverse : l'évaluation met en avant l'impact et les bénéfices des actions pour qu'on les défende et qu'on puisse les reconduire. On ne peut pas juste donner des crédits, ce retour est indispensable.

Vous êtes prête pour les orientations du nouveau quinquennat ?

Mon objectif, c'est que chaque administration de l'État et chaque acteur sur le terrain mettent le sujet de la lutte contre la pauvreté sur le haut de la pile. J'interviens aussi dans les interstices, là où il y a un manque. Côté Départements et collectivités locales, je m'assure que les contractualisations sont bien mises en œuvre, les objectifs et les résultats respectés. Mon rôle est aussi d'aider les innovations à se développer comme TAPAJ⁶ et Premières heures en chantier⁶ qui arrivent dans l'Ain...

Propos recueillis par Agnès Bureau

PORTRAIT POUR TRAITS

LUDIVINE MUNOS

Championne de la résilience

PAR BÉNÉDICTE LIMON

Article et émission radio sur France Culture



« J'AI TOUJOURS VOULU ÊTRE REGARDÉE NON PARCE QUE J'AI UN CORPS DIFFÉRENT MAIS PARCE QUE J'AI ACCOMPLI QUELQUE CHOSE DE DIFFÉRENT. »



Ludivine Munos, l'ex-nageuse paralympique originaire du Haut-Bugey, prépare les JO de Paris 2024. Un nouveau challenge pour cette championne de natation au prestigieux palmarès.

Douze médailles paralympiques, quatorze mondiales, une vingtaine européennes. À 41 ans, l'ex-championne de natation du Haut-Bugey s'est lancée un nouveau défi en devenant **responsable de l'intégration paralympique au sein du comité d'organisation des Jeux de Paris**. Ses missions ? Faire en sorte que les prestataires, partenaires, bénévoles prennent en compte les spécificités des sportifs paralympiques. Garantir l'accessibilité des infrastructures par exemple en améliorant l'ergonomie pour tous ceux qui sont en situation de handicap. « Les spectateurs en fauteuil roulant pourront ainsi réserver des places pour assister en famille aux épreuves car les valides disposeront de sièges

à proximité d'eux selon les besoins, détaille-t-elle. Ce qui est encore rarement le cas aujourd'hui pour les spectacles. »

Magique

Pugnacité, bonne humeur et franc-parler caractérisent la championne. « **On peut faire plein de choses d'une vie, saisir le moment présent et avoir une attitude positive.** Qui aurait imaginé qu'une petite fille à qui il manque un bras et une jambe fasse le tour du monde grâce aux JO et devienne responsable RH à EDF ? » analyse-t-elle dans un grand sourire. Des JO qui lui auront aussi apporté un mari avec Sébastien, gardien d'une équipe de cécifoot, rencontré lors de la cérémonie de clôture d'Athènes. Née sans bras ni jambe droite, Ludivine découvre la natation lors d'une journée portes ouvertes handisport à Lyon en 1991. « C'était magique. Dans l'eau, je n'avais plus besoin de mes prothèses pour avancer ! »

Travailler sans relâche

L'adolescente transforme alors sa colère et son désespoir en force et se jette à l'eau au propre comme au figuré pour atteindre l'excellence : championne de France à 12 ans et du monde l'année suivante. « J'ai toujours voulu être regardée non parce que j'ai un corps différent mais parce que j'ai accompli quelque chose de différent », affirme celle qui a participé avec brio à trois Jeux olympiques. Elle quittera les bassins à 24 ans pour se consacrer

Bio



- Née le 27 août 1980 à Nantua
- Mariée, 2 enfants
- Master 2 en droit et management
- Trois Jeux paralympiques (1996 Atlanta, 2000 Sydney et 2004 Athènes) et douze podiums dont trois titres (7 argent et 2 bronze)
- Responsable des Ressources humaines chez EDF
- 2017, première collaboration avec France Télévisions pour commenter les championnats du monde de natation
- Responsable de l'intégration paralympique pour les JO Paris 2024

“ Je veux être avec les autres, partager leurs activités.

à ses études en droit et management, décrochant un poste aux ressources humaines chez EDF tout en assumant pleinement son handicap. « Il faut juste connaître ses capacités et essayer de les pousser plus loin. Travailler sans relâche. Par la résilience et la résistance à l'effort, on peut réaliser beaucoup de choses ». Son prochain objectif ? Que tous les billets des épreuves paralympiques soient vendus. « Paris 2024 est une occasion unique de changer définitivement le regard des gens sur le handicap ! » ■

1. Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées. | 2. Service public de l'insertion et de l'emploi | 3. L'Ain pour l'autre, constitué à l'occasion du premier confinement. | 4. avec l'école de travail social Ocellia. | 5. Collectif constitué de personnes accompagnées et de travailleurs sociaux de la Drôme. | 6. voir Actus et Documentation sur notre site interaction01.info

Comment rendre le harcèlement visible ?

Si la France reste en retard sur la prise en charge du harcèlement scolaire, les lignes bougent depuis une dizaine d'années sur fond de volonté politique et d'initiatives à tous les niveaux. Pourtant, un jeune sur dix subit toujours ce fléau aux conséquences lourdes. Ouvrir le débat et libérer la parole sont essentiels.

De quoi parle-t-on ?

Le harcèlement est plus que jamais pris au sérieux grâce à une meilleure compréhension du phénomène.

À l'échelle de la France, le déclic est intervenu avec les assises nationales de 2011. Pour autant, ces progrès ne doivent pas occulter la réalité : 700 000 élèves se déclarent victimes de harcèlement scolaire, dont la moitié de manière sévère. Caractérisé par la **violence (rapport de force et de domination), la répétitivité et l'isolement de la victime**, le harcèlement s'appuie sur le rejet de toutes formes de différences. Pas de spécificité ou de profil type. Tout le monde est potentiellement concerné (Sandra Jérôme), même si les enquêtes internationales montrent que l'apparence physique est le motif de harcèlement le plus courant.

C'est justement ce qu'ont vécu Clara Meinzel (au point de développer de la phobie scolaire) et Audrey Allemann : « *j'ai été harcelée pendant tout le collège. Ça a été très dur. Je me suis renfermée sur moi-même jusqu'au jour où j'ai failli en finir.* » Les conséquences sont lourdes. Les jeunes harcelés ont trois fois plus de risque de se sentir ostracisés dans leur établissement et deux fois plus de probabilité de rater les cours. L'isolement, les pensées suicidaires, les problèmes de sommeil sont aussi deux fois plus fréquents. Une réalité d'autant plus dure que **le cyberharcèlement, en forte hausse ces dernières années, change la donne**. « *À notre époque, il y avait une coupure entre l'école et la maison. Aujourd'hui, le harcèlement se poursuit sur les réseaux sociaux. Tout est mélangé* », précise Sylvie Ruiz.

Pour autant, les victimes ne jettent pas la pierre au harceleur. « *Je me suis toujours dit qu'il était mal dans sa peau, qu'il souffrait* », raconte Audrey Allemann. « *Son parcours peut être compliqué. Il est plus difficile à appréhender et livre moins facilement* », ajoute Sylvie Ruiz. ■

“



« On se dit qu'étant dans ce milieu professionnel et en côtoyant des jeunes, on va s'en rendre compte. Eh bien non ! On peut passer à côté. C'est quelque chose que l'on ne ressent pas à la maison, qui est caché, que l'on n'arrive pas à cerner. »

SANDRA JÉRÔME
PROFESSEURE AU LYCÉE MARCELLE PARDÉ
ET PARENT D'UNE JEUNE FILLE HARCELÉE

« Je n'ai jamais osé en parler. Comme beaucoup, je me disais que ça allait s'arrêter. Pour moi, c'est une honte. La plupart des victimes le pensent aussi. Mais aujourd'hui, je crois qu'il faut en parler le plus tôt possible. »

AUDREY ALLEMANN
ANCIENNE ÉLÈVE DU LYCÉE MARCELLE PARDÉ



« C'est un film thérapeutique. Le but est d'amener un groupe de personnes harcelées à libérer la parole à travers une mise en scène. »

JULIEN ARTRU
RÉALISATEUR

« Ça m'a donné la phobie de l'école. Je ne voulais pratiquement plus y aller. Je me suis beaucoup refermée sur moi-même. J'ai créé ma bulle et je ne parlais plus à personne, je ne voulais plus me faire d'amis. »

CLARA MEINZEL
ANCIENNE ÉLÈVE DU LYCÉE MARCELLE PARDÉ



« On a tourné des scènes de violence qui m'ont heurtée. Je pensais que les jeunes exagéraient, que ce n'était pas si violent. Une élève m'a dit que ce n'était rien à côté de la réalité. Les adultes ne voient pas. On a beau être vigilants, tout est caché. »

SYLVIE RUIZ
CPE DU LYCÉE MARCELLE PARDÉ

La parole se libère

« Il y a une omerta, on ne parle pas aux adultes, on essaie de se débrouiller seuls », regrette Sylvie Ruiz. Une difficulté renforcée par deux réalités : **deux tiers des enseignants s'estiment mal outillés pour aborder cette question**. Les méfaits sont généralement commis loin du regard des adultes, les empêchant d'avoir conscience de l'étendue du problème (Sandra Jérôme). « *Je n'en avais jamais parlé à mes parents. Je me disais que ce n'était rien, que ça finirait, qu'ils n'allaient pas comprendre, me dire que j'abusais, que je pourrais me défendre* », relate Clara Meinzel. Du collège au lycée, les élèves changent, les maux restent. Audrey Allemann ajoute : « *Même si on a l'impression que l'on va nous prendre pour des faibles, il faut en parler à un ami, un grand frère, une personne de confiance* ». Et aux parents ? « *Les adultes pensent qu'ils peuvent aider, les jeunes non !* » tranche Sylvie Ruiz. « *Ils ne vont pas parler aux adultes, ils ont honte, ne font pas confiance.* » Ainsi, ce sont d'autres enfants qui ont alerté Sandra Jérôme sur la situation de harcèlement dont était victime sa fille. « *Une fois qu'on avait les choses en main, on a agi avec le directeur d'école. Les parents ont l'impression de pouvoir aider, mais les jeunes ne pensent pas forcément que nous sommes la solution.* » Même si l'écoute et le relais des professionnels sont nécessaires, **le soutien des pairs prime**. « *C'est en rencontrant des personnes comme Audrey que j'ai commencé à m'ouvrir et à me dire qu'on peut en parler* », se souvient Clara qui a ensuite à son tour accompagné des camarades harcelés. ■

PODCAST

Écouter la table ronde intégrale sur interaction01.info





« La roue tourne » : un film fédérateur et salvateur

Le projet naît en 2018 à la faveur de rencontres. « J'avais fait un film sur un hôpital psychiatrique pour permettre à des usagers de s'en sortir à travers la caméra », raconte Julien Artru. À partir de là, le hasard fait bien les choses. Au lycée Marcelle Pardé, pendant la semaine contre le harcèlement, un conseil de discipline exclut une jeune harceleuse. Dans la foulée, une discussion s'engage. « Le lendemain, les assistants d'éducation m'ont dit que c'était un problème important, qu'il fallait faire quelque chose », se remémore Sylvie Ruiz. Le projet démarre. **Pendant un an, les caméras suivent les étapes de production d'un court métrage de deux minutes qui sera présenté au concours « Non au harcèlement » organisé par l'Éducation nationale.** « Les élèves ont tourné les scènes après les avoir écrites sur la base de témoignages recueillis et de leur vécu. Nous avons aussi fait une affiche qui a gagné le prix académique », ajoute Julien Artru. De ce parcours sort un documentaire

de 1 h 10, en attente de financeurs et de diffuseurs pour remplir sa pleine vocation d'outil pédagogique.

Un avant et un après
« Au début, ça a été compliqué de parler devant les caméras », se rappelle Audrey Allemann. « **Mais ça m'a aidée. Je me sens plus rassurée, j'ai pris confiance en moi.** » Pour Clara Meinzel, se replonger dans ces moments a été difficile. « Je pleurais en écrivant et je n'ai pas joué ma scène, car je ne pouvais pas revivre ça une deuxième fois. J'avais honte d'être victime. » Le film a créé une émulation à l'internat. Son impact a dépassé le tournage : **le harcèlement est devenu une préoccupation poussant les jeunes et les professionnels à s'impliquer et se former.** « Les élèves sont très sensibles. Ils en parlent plus, ont exprimé leur bien-être au lycée », ressent Sandra Jérôme dont le témoignage en tant que parent a joué un rôle dans cette prise de conscience collective. ■

ANIMATION	ISABELLE BERGER (RCF), CHRISTOPHE MILAZZO
SYNTHÈSE	CHRISTOPHE MILAZZO
RÉALISATION RCF	PAUL MORANDAT
PHOTOS	THIERRY HUMBERT

Prévenir, sensibiliser et former

Depuis le documentaire, dix élèves et six enseignants ont participé à une formation de quatre jours sur le sujet pour créer un groupe soudé. Afin de repérer les problèmes le plus tôt possible, des élèves « sentinelles » ont été identifiés. Dès qu'une situation est signalée, ils accompagnent la victime, la soutiennent, la conduisent à en parler. Au lycée, les outils et les ressources se sont multipliés. Deux professionnels référents ont suivi une formation pour animer la vie de classe et faire prendre conscience des enjeux.

Une communauté

Le but est d'irriguer tout l'établissement. « *Il existe des outils de repérage* », résume Sylvie Ruiz. « *Les absences, le mal-être, l'isolement. Un jeune un peu rebelle, agressif, qui s'enferme, n'a pas envie de parler de l'école, un changement de comportement. Les parents doivent être sensibles à ces signes qui peuvent alerter.* » Il convient d'être vigilant et de prendre les difficultés évoquées par les jeunes au sérieux. « *Il faut bannir les expressions telles que "ça va passer" et être attentif. On peut aider, rassurer. Ce qui est déroutant pour certains parents est que le but n'est pas forcément de sanctionner, mais que le harcèlement s'arrête. Parfois, une intervention suffit pour que tout le monde prenne conscience du problème.* » Le harcèlement s'appuyant sur un triangle harceleur, victime et témoins, il est essentiel de mobiliser ces derniers. « *Celui qui n'agit pas devient complice. Il faut responsabiliser les jeunes pour qu'ils témoignent* », complète Julien Artru.

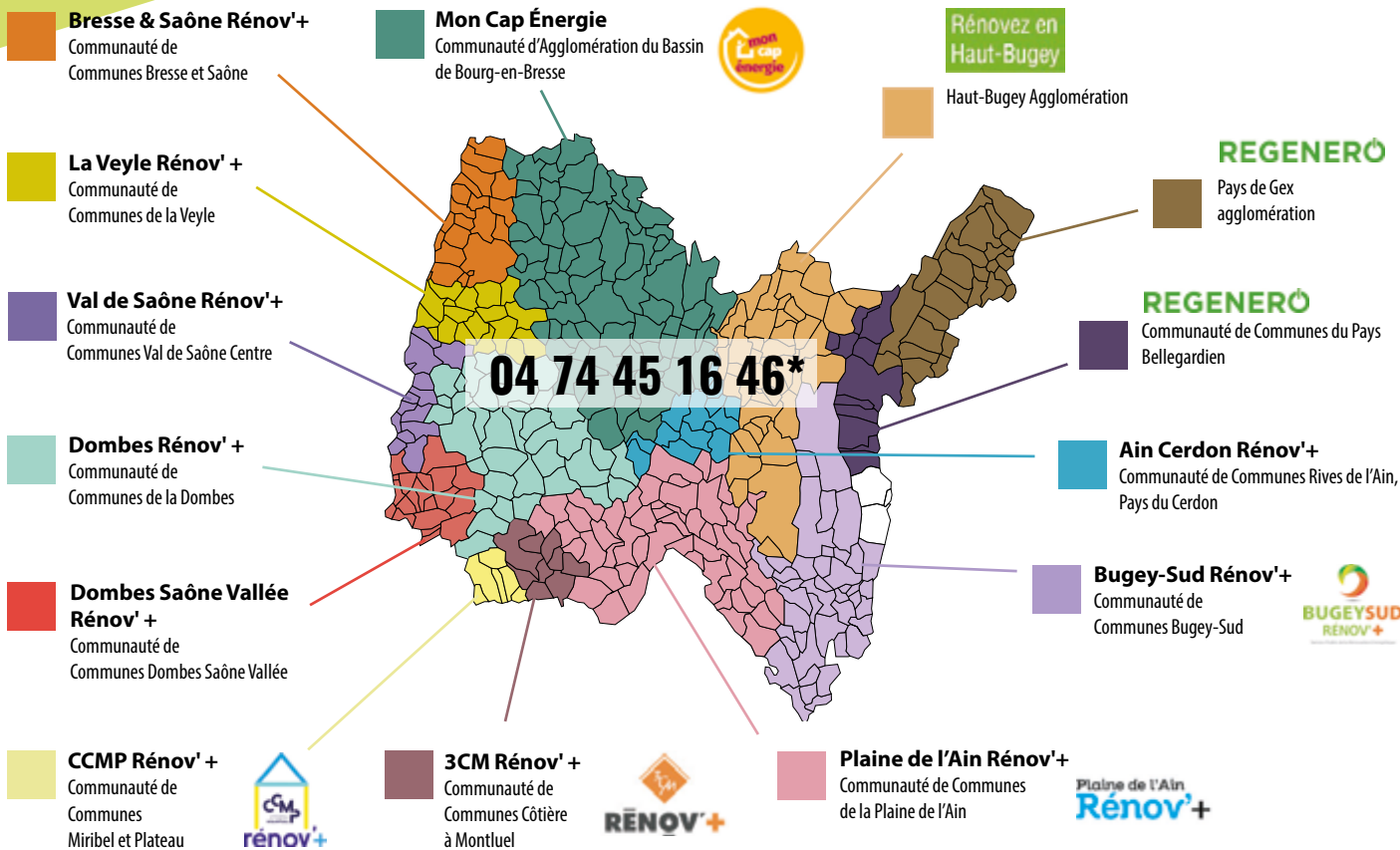
Cette table ronde sera disponible en podcast dès le 19/09 sur interaction01.info/tables-rondes

FOCUS

Rénovation énergétique de l'habitat Un guichet unique dans l'Ain

Alors que le coût de l'énergie ne cesse d'augmenter, des aides à la rénovation énergétique des maisons, copropriétés et locaux petit tertiaires privés, existent, plus ou moins importantes selon les revenus du ménage et la commune concernée. Diverses aides sont possibles : Ma Prime Rénov', CEE (certificats d'économie d'énergie), éco prêt à taux zéro, TVA à taux réduit... Chaque cas est particulier. C'est pourquoi un guichet unique pour les habitants des 14 intercommunalités de l'Ain a été créé en 2021 : le SPPEH*.

* Service public de la performance énergétique de l'habitat. Créé et financé par les pouvoirs publics avec le Département, la Région et la DDT (Direction départementale des territoires), il est animé par l'ALEC 01 (Agence locale de l'énergie et du climat).



* Le SPPEH dispose d'un nom spécifique à chaque intercommunalité mais le numéro de téléphone pour le joindre est unique.

Des conseils sur mesure

Le SPPEH informe et conseille sur les solutions techniques et les aides financières. Sur rendez-vous, des conseillers énergie, spécialisés par intercommunalité, proposent un accompagnement personnalisé gratuit pour faciliter les travaux de rénovation.

En 2021

- 9 922 conseils délivrés
- 660 parcours d'accompagnement de maisons individuelles
- 17 rénovations de copropriétés

Contact

www.alec-ain.fr
info@alec-ain.fr
04 74 45 16 46

Département / Dynacité

Ambition commune 2022-2026



Le Département et Dynacité ont signé en juillet une convention de partenariat visant à accroître la production et la réhabilitation de logements sociaux, afin de répondre aux besoins d'une population croissante et aux enjeux de la transition énergétique. Le Département apportera un soutien financier de 3 M€ par an

(2 M€ pour la construction, 1 M€ pour la rénovation) pendant cinq ans au bailleur social, soit au total 15 M€. Objectif annuel à l'horizon 2024 pour Dynacité : programmer 250 logements locatifs sociaux neufs, 50 en accession sociale à la propriété, 150 en réhabilitation BBC (bâtiment basse consommation). ■

Observatoire départemental de l'habitat

Infos et analyses

Porté par l'ADIL 01 depuis décembre 2020, l'Observatoire départemental de l'habitat publie régulièrement des Cahiers riches d'infos et analyses sur le logement dans l'Ain. Le n° 5, diffusé en août, dresse le portrait des propriétaires et des locataires des parcs privé et social sur les territoires aindinois. On y apprend, entre autres, que près des deux tiers des logements sont des résidences principales de propriétaires (62 %, qui accueillent 66 % de la population). Côté parc social, le RPLS (Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux) 2021 identifie 47 000 logements, dont 8 000 dans des quartiers prioritaires.

22 % datent d'avant 1970. L'habitat individuel ne représente que 17 %. Le loyer moyen (souvent inférieur à celui observé à l'échelle régionale) est de 5,90 €/m² en 2021. Le profil des locataires laisse apparaître une part importante de ménages monoparentaux et de personnes seules. Près de 6 occupants sur 10 ont des revenus sous les plafonds PLAI*. Le taux de mobilité ralentit (9,5 % en 2021). Comme dans l'ensemble des logements de l'Ain, plus de 50 % des emménagés récents ont moins de 40 ans. ■

Tél. 04 74 21 82 77
observatoire@adil01.fr
www.adil01.org

En bref



À la une de Bourg Habitat

- Depuis septembre, le siège de Bourg Habitat, 16 avenue Maginot à Bourg, accueille les visiteurs le lundi de 9 à 12 h, mardi de 14 à 18 h, mercredi et jeudi de 9 à 13 h, vendredi de 14 à 17 h. En parallèle, l'agence de Bourg reste ouverte du lundi au vendredi, de 9 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h sauf le jeudi matin.
- Le 6 septembre, un premier atelier a permis aux futurs propriétaires de l'habitat participatif à Saint-Just de se rencontrer, d'échanger et de partager les valeurs qu'ils souhaitent vivre dans ce projet.



Hommage oyonnaxien

Le 13 septembre, la résidence étudiante créée à Oyonnax en 2017 par la Semcoda a été baptisée résidence Serge Elefant, en présence entre autres de Haïm Korsa, grand rabbin de France, et Serge Barcellini, président général du Souvenir français. Né à Paris, juif, arrêté à 16 ans, en 1944, à l'École nationale des matières plastiques — aujourd'hui lycée Paul Painlevé — Serge Elefant est décédé la même année en déportation. La résidence compte 99 logements, dont 12 pour des courts séjours.



FSL : bilan 2021

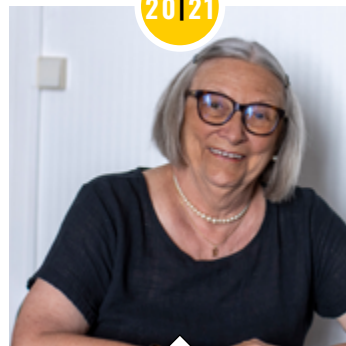
Le bilan 2021 du Fonds de solidarité logement montre une forte augmentation des mesures d'aide allouées par les CLT (commissions logement territorialisées) pour l'accès ou le maintien dans le logement : 2 495 contre 1 790 en 2020, soit + 39 %, ceci après plusieurs années de baisse. En forte hausse également : les aides allouées dans le cadre des fonds eau (+ 30 %) et énergie (+ 47,6 %).

inter-action 112

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN
 SEPTEMBRE 2022

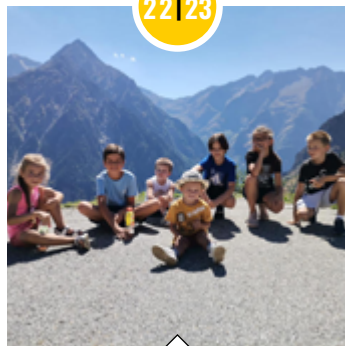


20|21



UDAF
UN NOUVEAU SOUFFLE
POUR LA GOUVERNANCE

22|23



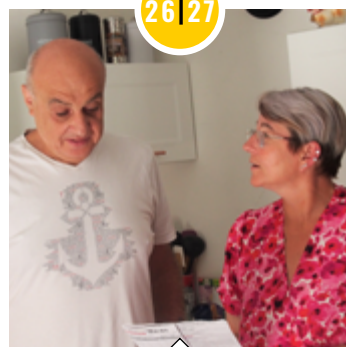
MSA
AIDE AUX VACANCES :
UN RÉPIT POUR LES FAMILLES

25



Orsac
LE LOGEMENT D'ABORD

26|27



Adapa
L'ACCUEIL FAMILIAL :
UN LOGEMENT ALTERNATIF

28|29



Alfa3a
ANALYSE DE LA PRATIQUE

32|33



Adapei
COUPS DE PROJECTEUR
SUR LE HANDICAP

34|35



Département de l'Ain
HABITAT INCLUSIF :
SOUS LE MÊME TOIT

36|37



Dynacité
DU SOLEIL EN RÉSIDENCE

38|39



Ain Domicile Services
LES AIDES À DOMICILE
SONT DES VEILLEURS

L'INVITÉ DU CAHIER

L'Armoire à jeux Concrétiser les utopies

L'association accompagne les petites et grandes structures dans leurs projets avec pour axe la médiation autour du jeu.

Faire découvrir le jeu au plus grand nombre : la vocation de l'Armoire à jeux passe par la mise à disposition de matériel (jeux de société, de réflexion, d'aventures... de toute taille et pour tous les âges), l'organisation d'animations ludiques, d'ateliers, et aussi et surtout l'accompagnement technique de projets. « *La base, c'est la médiation autour du jeu* » résume Baptiste Gabry, cofondateur et responsable de l'association née à Chambéry en 2009, passée côté Ain l'année suivante, d'abord à Bellegarde puis à Bourg-en-Bresse.

Petites et grandes structures (associations, écoles, centres de loisirs, crèches, relais petite enfance, ludothèques, tiers-lieux, collectivités locales...) font appel à l'Armoire à jeux pour de courtes actions

ponctuelles jusqu'à des projets d'envergure à long terme : après-midi ou soirée jeux, animation d'un chantier jeunes (exemple à Saint-Denis-lès-Bourg pour l'espace Summer 2022), organisation d'une course de radeaux sur le Suran (avec pour équipages une soixantaine de collégiens, pour l'estivale Tournée des colporteurs), accompagnement des habitants dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine comme au Pont-des-Chèvres à Bourg, où enfants, ados et adultes ont créé et réalisé mobilier urbain et jardinières en bois...

UN SOUTIEN TECHNIQUE ET HUMAIN

L'association œuvre dans la veine et l'esprit de l'éducation populaire : « *Le cœur de notre mission, c'est construire avec les publics, faire émerger leurs demandes,*

les accompagner vers l'autonomie, faire du concret à partir de leurs utopies en apportant un soutien technique et humain. Parmi les critères de réussite d'une action, la notion de partage est essentielle ».

Baptiste, Liza et Nathanaël composent l'équipe de l'Armoire à jeux, renforcée selon les actions en cours. À l'écoute des projets, ils n'hésitent pas aussi à donner si besoin un coup de pouce bénévolement. « *Nous sommes trois intervenants "militants"* ». ■

www.armoireajeux.com

Le Village des doudous réalisé par l'Armoire à jeux



L'association propose diverses animations autour du jeu.

Le CCR d'Ambronay a confié à l'association l'animation d'ateliers de lutherie sauvage.



Dans la médiation, il faut passer du temps avec les gens, les écouter, vivre leur quotidien.



BAPTISTE GABRY
RESPONSABLE DE L'ASSOCIATION



REPRÉSENTATION

Résultats de l'enquête interne menée auprès de 117 personnes (membres du CA, représentants familiaux, délégués familiaux) :

- 73 % connaissent les missions de l'Udaf
- 80 % souhaitent connaître les services de l'Udaf
- 33 % ont sollicité les services de l'Udaf mais 20 % n'y ont pas pensé
- 27 % souhaitent une présentation de l'Udaf
- 80 % souhaitent des réunions thématiques
- 20 % souhaitent des formations

Udaf de l'Ain
12 bis rue de la Liberté
B.P. 30160
01004 Bourg-en-Bresse Cedex

Téléphone : 04 74 32 11 40

“
Resserrer
le tissu
associatif

DES VICE-PRÉSIDENTS POUR UNE ACTION FAMILIALE RENFORCÉE

Un nouveau souffle pour la gouvernance

La nomination de cinq vice-présidents va permettre à l'Udaf de gagner en visibilité, en réactivité et en efficacité afin d'être au plus près des préoccupations des familles du département.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

Pour instaurer une nouvelle dynamique dans sa mission de défense des familles, l'Udaf impulse des changements depuis plusieurs années. Le premier a été la mise en place d'une animatrice de la politique familiale, fonction novatrice, chargée de faire le lien entre les différents acteurs : bénévoles de terrain, représentants familiaux, délégués CCAS, gouvernance... Avec le Covid, cette réflexion est allée plus loin. Face à la profusion d'informations, un site Internet a été créé à destination des bénévoles. Une newsletter mensuelle a suivi pour que tous les représentants familiaux aient le même niveau d'information.

CINQ VICE-PRÉSIDENTS

Début 2022, l'étape suivante a été la désignation de vice-présidents délégués à la santé, la représentation familiale, l'habitat, l'éducation/enseignement (des champs recoupant les axes stratégiques de l'union nationale) et aux relations avec l'union régionale. Ces nominations impulsent un nouveau fonctionnement de la gouvernance, plus uniquement centré sur

la présidente. Chaque vice-président devient le référent de son sujet, capable d'apporter des réponses précises en cas de besoin. « Ce changement permet de relancer la gouvernance et de resserrer le tissu associatif autour de ces thèmes », explique Philippe Catherine, vice-président délégué à la santé. L'articulation et la complémentarité entre élus et techniciens sont renforcées. « Cette restructuration a été réfléchie pour fluidifier le rôle de chacun. Elle nous aide à construire ensemble une politique familiale "udafienne" », ajoute Céline Charière, animatrice de la politique familiale qui se trouve au cœur du fonctionnement et apporte un soutien et des réponses techniques. Après avoir pensé collectivement la mission des vice-présidents, l'Udaf travaille désormais pour identifier les attentes du réseau des représentants familiaux avant de savoir quelles actions engager. Plus tard, il sera nécessaire d'aller à la rencontre des associations familiales pour présenter l'Udaf, expliquer son rôle et celui des représentants afin de favoriser la mobilisation des bénévoles. ■



©MabelAmber - Pixabay

TÉMOIGNAGES

Un médecin au chevet de la santé

Médecin généraliste pendant quarante ans, Philippe Catherine est naturellement devenu vice-président délégué à la santé avec pour mission de porter un message cohérent à l'échelle de l'Udaf.

Philippe Catherine a l'engagement dans le sang. Après avoir fermé son cabinet, il exerce encore comme médecin coordinateur à l'EHPAD de Coligny et poursuit les actions bénévoles au service de la solidarité et de la laïcité, son cheval de bataille. Président d'une association de portage de repas à domicile, membre de l'Ufal (Union des familles laïques), il est administrateur de l'Udaf depuis huit ans.

PARLER D'UNE MÊME VOIX

Son rôle comme vice-président sera notamment d'arriver à une ligne cohérente pour les représentants au sein des commissions des usagers des établissements de



Philippe Catherine

santé. « L'Udaf regroupe des associations familiales avec des objectifs différents. Mon but est de rassembler les représentants pour savoir ce que nous voulons promouvoir auprès des politiques, de fédérer l'ensemble pour les associations se sentent concernées et se reconnaissent dans l'Udaf. Il faut recréer des endroits où les représentants peuvent s'exprimer, essayer d'harmoniser les prises de position puis les exporter. »

Jusqu'en octobre, Philippe Catherine s'occupera du renouvellement des commissions des usagers en repérant et évaluant les candidats. Il espère commencer les réunions avec eux d'ici fin 2022, début 2023 pour définir des lignes directrices. À long terme, ces réunions seront régulières et serviront à faire remonter les informations du terrain. ■



Michèle Jaillet,

Présidente de l'Udaf de l'Ain

Présidente depuis 2011, Michèle Jaillet souhaitait déléguer une partie de ses responsabilités à condition de trouver des personnes compétentes dans leurs domaines. C'est chose faite ! Désormais, chaque conseil d'administration comprendra un temps où les vice-présidents informeront les administrateurs. « L'objectif est que les vice-présidents soient impliqués, qu'ils organisent des réunions pour recueillir des éléments auprès des représentants familiaux. Nous avons un souci d'efficacité, d'être au plus près des préoccupations des familles et d'apporter un avis et des réponses adaptées aux pouvoirs publics. Les vice-présidents seront autonomes même s'ils devront me rendre des comptes ! »

L'importance de la pédagogie

C'est en 2017, à la demande de Michèle Jaillet, que Claire Danjean est élue administratrice de l'Udaf. Présidente de la fédération Familles rurales de l'Ain jusqu'en 2020, elle est devenue vice-présidente de l'Udaf déléguée à la représentation familiale.

RETISSER DES LIENS

Pour Claire Danjean, la nouvelle organisation a resserré les liens entre les salariés et la gouvernance qu'elle décrit comme complémentaires.

« Certaines associations s'interrogeaient sur le rôle de l'Udaf, sur leur adhésion. Nous avons cherché des idées pour redynamiser la gouvernance de nos structures. »

L'un des principaux chantiers récents a été la diffusion d'une enquête auprès des associations et des représentants familiaux pour savoir ce qu'ils connaissaient et attendaient de l'Udaf. Les résultats serviront à proposer des actions concrètes, adaptées à leurs besoins pour concevoir des événements afin de créer du lien et d'aller à la rencontre des associations. ■

Claire Danjean a aussi mené un important travail avec Céline Charière pour mieux faire connaître l'Udaf, son fonctionnement et celui de la représentation. « Nous essayons d'apporter une meilleure compréhension des liens institutionnels et de l'intérêt que des personnes de la société civile siègent dans ces instances pour y apporter la réalité du terrain. Nous travaillons sur la communication pour simplifier, rendre lisibles des choses compliquées. » ■

Claire Danjean





VACANCES

L'aide aux vacances

- Un séjour du 1^{er} au 5 août
- Le paysage idyllique de la station des Deux Alpes
- 28 Ukrainiens, dont 12 enfants et adolescents
- Une contribution de la MSA de 9 000 €

MSA Ain-Rhône
Service action sanitaire et sociale
04 74 45 99 90
social@ain-rhone.msa.fr

“
Soulager
les familles

SOUTIEN AUX UKRAINIENS & LEURS ACCUEILLANTS



Aide aux vacances, un double répit

La MSA a offert un séjour aux Ukrainiens logés par les Aindinois. Ces quelques jours ont permis aux uns comme aux autres de se réunir en famille.

PAR **MARYLOU PRÉVOST**

« **L**a MSA Ain-Rhône a souhaité apporter son soutien à ses adhérents qui ont fait preuve de solidarité vis-à-vis des Ukrainiens arrivés en France. Ainsi, le 29 mars 2022, le conseil d'administration a décidé de l'octroi d'une aide exceptionnelle pouvant atteindre 600 € pour les adhérents accueillant des familles d'Ukrainiens », explique Guy Ginon, administrateur à la MSA Ain-Rhône et président du Comité d'action sanitaire et sociale. L'accueil des familles ukrainiennes par les Aindinois marque un véritable élan de solidarité dans le département mais l'impact psychologique que cet accueil génère est bien réel. Avoir une famille étrangère à son domicile durant plusieurs mois peut représenter une charge psychologique pour les accueillants.

SE RETROUVER

« L'association Enfants Ukraine 01 a cherché une manière d'aider les familles d'accueil. J'ai demandé au conseil d'administration de la MSA si les Ukrainiens pouvaient avoir quelques jours de vacances au chalet des Glaciers qui

appartient à la MSA pour soulager les familles françaises et offrir des vacances aux familles ukrainiennes », explique Marie-Pierre Richard, élue de la MSA Ain-Rhône et membre d'Enfants Ukraine 01. Le conseil d'administration de la MSA a donc décidé d'une aide aux vacances pour que les familles françaises puissent se retrouver dans l'intimité familiale. Les Ukrainiens, logés par des citoyens essentiellement dans la Dombes, ont ainsi profité d'un séjour dans la résidence montagnarde des Glaciers aux Deux Alpes. La seule condition pour en bénéficier était qu'ils soient hébergés par une famille de milieu agricole. Du 1^{er} au 5 août, vingt-huit Ukrainiens, dont douze enfants et adolescents, ont découvert les montagnes. La MSA a contribué entièrement à ce projet à hauteur de 9 000 euros, de quoi subvenir à leurs besoins pour le transport, l'hébergement et l'alimentation. « Tout le monde était ravi. Nous sommes très reconnaissants d'avoir eu l'opportunité de voir tant de beauté et de respirer cet air pur », raconte Antonina, une participante. ■



Désormais, Antonina Surzhikova et ses deux enfants habitent dans leur propre appartement, dans la même ville que Marie-Pierre, à Saint-Didier-de-Formans.

TÉMOIGNAGES

Le quotidien de deux familles

Marie-Pierre Richard est famille d'accueil et habite à Saint-Didier-de-Formans. Elle a logé cinq Ukrainiens dont Antonina et ses deux enfants, du 10 mars au 8 juillet.

« **H**éberger une famille ukrainienne apporte beaucoup d'enrichissements et beaucoup de contraintes. Avoir quelqu'un qui n'est pas de sa famille chez soi pendant longtemps, c'est bien mais difficile. **Le plus dur, c'est la charge mentale.** Toutes les démarches administratives à faire en France demandent de

parler, lire et écrire le français. Donc, toutes ces démarches pour les familles ukrainiennes, ce sont les Français qui les font », raconte Marie-Pierre Richard. « Pendant ces trois mois d'accueil, le plus lourd était de penser à l'inscription de Micha à la crèche, de Nadia à l'école [les enfants d'Antonina, NDLR], aux papiers... Tout cela pour cinq personnes. J'avais besoin de vacances. »

UN CHOC CULTUREL

La pression se ressent également du côté des Ukrainiens. « Pour eux, c'était difficile d'être dans une maison sans gêner. Antonina faisait toujours attention à ranger tous les jouets de Micha, pour être le plus transparente possible », évoque-t-elle. « Parfois, nous quittions le repas pour les laisser parler seuls », confirme Antonina.

Cette expérience humaine et solidaire semble rester positive pour ces deux femmes qui ont su s'ajuster à une culture différente. « En France, nous mangeons ensemble, à table, matin, midi et soir. En Ukraine, c'est différent, on ne reste pas ensemble à table, on mange quand on a envie. Les Ukrainiennes ont voulu respecter notre façon de manger, parce qu'elles habitaient chez moi, même si cela était difficile pour elles et les enfants », ajoute Marie-Pierre. « Marie-Pierre nous a soutenus tous les jours pour nous aider à nous adapter et elle a essayé de nous comprendre même lorsqu'il y avait des difficultés entre nous », explique Antonina. ■



Les Ukrainiens ont grimpé jusqu'au sommet des Deux Alpes et admiré la cascade de la Muzelle à Venosc.



3 QUESTIONS À

Guy Ginon

ADMINISTRATEUR MSA AIN-RHÔNE ET PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Pourquoi la MSA a-t-elle choisi ce dispositif particulièrement ?

Quand l'Ukraine a été envahie, des réfugiés sont arrivés en milieu rural, notamment dans les familles ressortissantes du régime agricole. Nous avons fait un état des lieux de leurs besoins. Il est apparu que les familles d'accueil doublent leur budget domestique. Ces réfugiés ukrainiens, il faut les héberger, les nourrir, leur permettre de se laver, emmener les enfants à l'école. Cela fait une charge financière importante pour les Français et il nous a semblé important d'aider ces familles-là.

Quelles sont les autres conséquences de cet accueil pour les familles françaises ?

Cet hébergement en famille d'accueil était une mesure transitoire. Malheureusement, certaines familles françaises continuent d'accueillir des Ukrainiens depuis plusieurs mois, entraînant une charge non seulement financière mais aussi psychologique pour ces Français. En répondant favorablement à la demande de l'association Enfants Ukraine 01, nous permettions aux Ukrainiens de faire une belle découverte de nos montagnes et aux familles françaises de se retrouver dans l'intimité familiale le temps des congés.

Pourquoi avoir choisi cette destination ?

La MSA dispose de onze maisons de vacances en France, à la mer ou à la montagne. Nous aurions pu les mettre dans une autre maison, dans l'Ardèche, le Sud ou en Bretagne. Nous avons cependant choisi celle-ci car les familles connaissent peu la montagne. L'Ukraine est un pays de plaines. Il nous a semblé intéressant de leur offrir cet aspect éducatif.

Initiatives



À la une de Ain Domicile Services

- Avec le soutien du Département*, Ain Domicile Services a commandé 150 véhicules qui seront livrés d'ici avril 2023 pour répondre à la mobilité des aides à domicile.
- L'antenne de Bourg-en-Bresse a déménagé au 1133 avenue de Lyon à Péronnas, afin de faciliter l'accès aux personnes fragilisées. L'association reste attentive à la disponibilité de locaux adaptés à son public sur la cité burgienne.
- Double évolution pour Élodie Dos Santos : auparavant assistante de secteur, elle est depuis septembre responsable de secteur avec itinérance à Bourg-en-Bresse. Le poste est lui-même nouveau : Élodie assure le suivi du secteur et interviendra en appui auprès de ses collègues lors d'absences de durée moyenne.

* Voir p. 4.



Halte à la fraude à la Caf

Sur 547,9 M€ de prestations versées en 2021 par la Caf, la fraude représente 0,33 %. Le nombre de fraudes détectées est en hausse : 247 contre 169 en 2020 (+ 46 %). Montant moyen : 7 274 €. Préjudice total : 1 796 612 €. Les sanctions vont des avertissements (42,32 %) aux pénalités (52,70 %) et poursuites pénales (4,98 %). Les contrôles permettent aussi de sécuriser les droits : sur 241 628 effectués, 68 % ont conduit à un indu en défaveur de l'allocataire, 32 % à un rappel de droits en sa faveur.

Intérim pour seniors Novateur Xcelium

Créée par Alfa3a, l'agence de travail temporaire Xcelium, inaugurée le 29 septembre à Bourg-en-Bresse, a une spécificité exceptionnelle voire unique en France : elle s'adresse exclusivement aux personnes de plus de 45 ans. « Les seniors ont une expérience professionnelle et personnelle. Les employeurs sont moins réticents à les recruter qu'avant, plus ouverts ; ils ont un regard différent : aujourd'hui le

savoir-être compte autant voire plus que le savoir-faire » souligne Dorine Prabel, responsable d'agence. Plus qu'une agence intérimaire classique, Xcelium se veut « comme un cabinet de recrutement ». Intérim, placement en CDD, en CDI : tout est possible, dans tous domaines d'activité. ■

Tél. 07 87 00 99 18
www.xcelium.fr



Intérim d'insertion Humando à Belley

« L'insertion, ce n'est pas que le BTP, le ménage ! » rappelle Houria Rahmouni, directrice régionale du groupe Humando, « filiale inclusive d'Adecco mais indépendante par ses statuts et son fonctionnement ». Faire changer le regard des entreprises — et des publics —, développer l'insertion entre autres dans le secteur de la santé sont une volonté forte de l'entreprise de travail temporaire d'insertion ouverte en janvier à Belley, l'une des quatre créées en Rhône-Alpes en 2022*. « L'objectif est d'accompagner les personnes, de les rendre autonomes, lever

les freins qui empêchent la durabilité dans le milieu du travail ». Depuis sa création, l'agence a accueilli une soixantaine de candidats. « Une dizaine sont en poste, un premier CDI sortant sera bientôt signé ». L'agence œuvre en lien avec les partenaires locaux. « Plusieurs établissements nous font confiance. Nous sommes en contact avec le CCAS pour un projet dans la petite enfance, avec la Politique de la ville pour un projet insertion et sport, avec le foyer Roche Fleurie... » ■

* avec Villeurbanne, Valence et l'Isle-d'Abeau.



Gauche : Houria Rahmouni, directrice régionale d'Humando
Droite : Corinne Leclerc, responsable développement et accompagnement à l'agence de Belley, et Grégory Grillon, nouveau directeur.

OUI ?



ACCÈS AU LOGEMENT

Hébergement et accès au logement

- Un accompagnement adapté à chaque personne
- Un CHRS diffus de 53 places (28 d'urgence, 25 d'insertion)
- 22 logements en sous-location
- 4 en intermédiation locative (IML) ouverts en 2022

Accueil de jour

- Ouvert 3 h/jour du lundi au vendredi
- Environ 500 passages par an

Aide à la mobilité

- Moby'LAM, service de location de 10 scooters (une quarantaine de bénéficiaires par an)

Personnel

- Effectif total : 11 ETP (équivalent temps plein)
- Direction et administration : 4 personnes
- Service social : 5 travailleurs sociaux
- Service technique : 3 personnes

Orsac Hébergement et insertion
79, avenue Roger Salengro
01500 Ambérieu-en-Bugey
Tél. 04 74 38 15 39
accueil@orsac-chrs.fr

ORSAC HÉBERGEMENT ET INSERTION



Le logement d'abord

Personnes sans domicile, hébergées par un tiers, en rupture familiale, expulsées, en difficultés sociales : Orsac hébergement et insertion s'adresse à tous.

PAR ANNICK PUVILLAND

Couvrant un vaste territoire, d'Ambérieu-en-Bugey à la Plaine de l'Ain et la Côte d'Or, Orsac hébergement et insertion développe une palette de services adaptés visant à accompagner vers le logement les personnes en difficulté. **Particularité du CHRS : ses plus de 50 places se situent toutes en appartements diffus.**

Au-delà de l'hébergement d'urgence et d'insertion, deux dispositifs, soutenus l'un par le Département, l'autre par l'État, visent à faciliter l'accès au logement autonome : la sous-location — « avec un objectif souvent atteint de glissement de bail après un an » précise Sébastien Guichon, directeur adjoint — et l'intermédiation locative, lancée début 2022 avec aujourd'hui quatre premiers appartements en service, en partenariat avec des bailleurs sociaux. « Chercher aussi des bailleurs privés est en projet ».



Sébastien Guichon
directeur adjoint

Un accueil de jour offre également aux personnes sans bail un lieu où se poser, boire un café, se doucher, laver son linge, être accompagné dans leurs démarches pour trouver un toit.

UN ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DE LA PERSONNE

Les personnes ont des parcours multiples et variés. Axé sur le logement, l'accompagnement de chacune n'est pas moins global : accès aux droits, problématiques de santé, d'emploi, aide au budget... « sans se substituer aux partenaires mais toujours en coordination, en s'appuyant sur les ressources locales ».

Côté aide à la mobilité, Moby LAM, service de location de scooters, fête ses 20 ans cet automne.

Travailleurs sociaux, service technique, administration : toute l'équipe œuvre ensemble. Gestion des baux, états des lieux avec les propriétaires et les personnes, réparations locatives, entretien des logements entre deux occupants, du linge pour le CHRS, liens avec les bailleurs, la Banque alimentaire, service Moby'LAM... font partie du quotidien du service technique. « Il faut savoir tout faire, travailler auprès d'un public précaire. Quand il y a un problème dans un logement, je vais toujours voir la personne » souligne son responsable, Christophe Lombard. Une veille précieuse pour l'équipe sociale, avec qui l'équipe technique est en contact régulier. ■



ACCUEIL FAMILIAL

Dans l'Ain

— Des accueils permanents ou temporaires (de 3 mois consécutifs maximum)

— 40 accueillants familiaux agréés

— 74 places disponibles sur le territoire, dont 69 en accueil permanent et 5 en accueil temporaire

— 55 accueils en cours

Adapa
4, rue Tony Ferret
01000 Bourg-en-Bresse
Tel. 04 74 45 51 70
www.adapa01.fr

L'ADAPA VEUT DÉVELOPPER L'ACCUEIL FAMILIAL



Un logement alternatif

L'accueil familial offre plus qu'un toit à des personnes en situation de handicap ou aux séniors, il permet de lutter contre leur isolement.

PAR MARYLOU PRÉVOST

« **C**e dispositif est encore trop peu connu », déplore Christelle Roudaut, responsable du pôle développement et innovation à l'ADAPA. Pourtant, **l'accueil familial existe depuis environ vingt-cinq ans et il propose une alternative à l'entrée en établissement.**

Il permet à des personnes agréées par le Département d'accueillir des personnes âgées ou adultes en situation de handicap. Les accueillis disposent au moins d'une chambre privative et partagent le reste de la maison avec les accueillants. Un travailleur social et

un psychologue rencontrent l'accueillant pour évaluer le projet de celui-ci et vérifier qu'il remplisse toutes les garanties nécessaires à l'accueil familial. « *Il s'agit d'une alternative à l'entrée en structure et c'est un véritable relais pour les proches aidants* », explique Laura Velon, assistante au pôle innovation et développement.



Laura Velon

DEUX SOUTIENS POUR LES ACCUEILLANTS

Les personnes souhaitant devenir accueillantes doivent déposer un dossier de demande d'agrément auprès du Département. Une rencontre est ensuite organisée avec l'ADAPA. Si le souhait est validé, le candidat obtient normalement l'agrément, délivré pour cinq ans. Il est ensuite mis en relation avec son futur employeur, l'accueilli, qui le rémunère. « *Les deux personnes ne doivent pas être de la même famille mais peuvent se connaître* », précise Laura Velon. Un salaire minimum est établi par le Département mais il peut être revu à la hausse.

Le service « Proximité ADAPA » assure le mandat de gestion et les formalités de mise en route (retirer l'état des lieux) ainsi que la supervision globale du parcours de l'accueilli si les parties le souhaitent. Le Département accompagne les professionnels et organise la formation initiale. La formation continue est pilotée par l'ADAPA. L'association agit en tiers et peut être sollicitée en soutien aux situations complexes. ■

Severine et Joël ont construit un lien très fort depuis trois ans.

TÉMOIGNAGES

Un nouveau foyer

Séverine et Joël vivent dans la même maison. En trois ans, un lien presque familial s'est créé entre cette accueillante et son accueilli.

« **J**'ai travaillé dans un foyer d'hébergement pour adultes et j'avais remarqué qu'il y avait des personnes dans ces foyers-là qui pouvaient tout à fait vivre en famille d'accueil », souligne Séverine Chalon, ancienne monitrice-éducatrice. En 2014, elle se lance dans un projet d'accueil. Elle quitte son emploi et transforme le garage de sa maison en studio pour adultes. Elle y aménage une pièce de vie, une salle de bains, des toilettes et deux chambres à l'étage. Après trois ans, elle peut enfin devenir accueillante familiale. « *Une fois que mon studio a été prêt, j'ai demandé l'agrément pour accueillir des adultes. J'ai hébergé cinq personnes, dont trois en permanence et deux en relais* », poursuit-elle.

UNE BÉQUILLE DANS LE QUOTIDIEN

Depuis trois ans, Séverine accueille Joël Verges qui est en situation de handicap. « *J'étais dans un studio à Bourg-en-Bresse. Je m'ennuyais, j'étais toujours tout seul* », dévoile Joël. Il décide de vivre chez une première accueillante familiale jusqu'à sa rencontre avec Séverine. « *Elle venait au GEM (Groupe d'entraide mutuelle) de Montrevel-en-Bresse et*

elle m'a dit qu'elle avait de la place chez elle. » Un lien se crée et Joël emménage dans le studio de Séverine. L'autonomie du retraité permet le bon fonctionnement de la vie dans la maison. « *J'ai ma voiture, je me déplace à Bourg ou à Montrevel seul* », décrit-il. En effet, Séverine, qui travaille également pour la Protection de l'enfance, doit accorder du temps aux deux enfants qu'elle garde. « *Je suis juste une béquille pour Joël dans son quotidien. On se voit tous les jours, hormis le matin où, depuis que j'accueille une autre personne, ils prennent le petit déjeuner dans le studio. Les autres repas, nous les partageons ensemble, nous faisons des sorties. Je suis là tout le temps s'ils ont besoin de moi* », assure-t-elle. Pour Séverine, l'accompagnement de l'ADAPA est essentiel au bon fonctionnement des relations entre l'accueillant et l'accueilli. « *L'ADAPA nous propose des formations tous les ans sur le psychisme, les problèmes de comportement. Nous avons de l'analyse de la pratique une fois par mois, qui est fondamentale dans notre métier puisqu'elle permet de décortiquer des situations compliquées* », indique-t-elle. ■



La maisonnée se réunit souvent à la piscine, sous la pergola.



3 QUESTIONS À

Christelle Roudaut
RESPONSABLE DU PÔLE DÉVELOPPEMENT ET INNOVATION À L'ADAPA

Anne-Catherine Yuste
CHARGÉE DE MISSION SERVICE ENFANCE ADOPTION AU DÉPARTEMENT DE L'AIN

Qui sont les personnes accueillies ?

Ce sont des gens qui ont des difficultés à vivre seuls, des jeunes adultes parfois pris en charge par la Protection de l'enfance avant leur majorité, des personnes qui entrent dans la dépendance ou sortent du CPA. L'accueil peut être un engagement humain et individuel colossal.

Quels sont les avantages de l'accueil familial ?

L'accueil familial est une solution innovante mise en place par le Département et portée par le Plan séniors. C'est une alternative entre le domicile et les structures collectives, une solution pour les personnes qui ne peuvent pas rester seules chez elles, qui relèvent d'une certaine forme de dépendance. Il s'agit d'une réponse supplémentaire élargissant l'offre de services aux personnes qui commencent à être dans la dépendance.

Comment le Département et l'ADAPA soutiennent-ils les accueils ?

La loi donne compétence au Département pour l'instruction et la délivrance de l'agrément pour l'accueillant familial, à l'issue d'un entretien à domicile avec un travailleur social. Il organise la formation initiale et continue des accueillants, des groupes d'analyse de la pratique professionnelle qui entretiennent les liens entre les professionnels. Le Conseil départemental confie à Proximité ADAPA les fonctions de tiers régulateur. En lien régulier, les deux services supervisent les parcours professionnels des accueillants et les parcours de santé et de vie des accueillis.



DEMANDE D'ASILE

Chiffres clés

- 7 hébergements d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA) pour 649 places.
- 2 centres d'accueil des demandeurs d'asile à Miribel et Ambérieu (CADA) pour 308 places.
- 2 centres provisoires d'hébergement à Miribel et Bourg (CPH) pour 197 places.
- En 2021, 882 personnes ont été accueillies (430 en CADA et 198 en CPH)

Alfa3a
Département « Accueil et intégration des étrangers »
Le Talisman
1133 avenue de Lyon
01960 Péronnas
www.alfa3a.org

“
L'utilisateur est au cœur de nos métiers

MIEUX ACCOMPAGNER LES DEMANDEURS D'ASILE

Les salariés analysent leurs pratiques professionnelles

Alfa3a prend en charge chaque année environ 3 000 personnes au titre de la demande d'asile. L'association témoigne d'une vraie expertise en matière d'intégration. Le département « Accueil et Intégration des étrangers » met en œuvre un projet d'établissement pour encore mieux accueillir et accompagner ses résidents.

PAR BÉNÉDICTE LIMON



« Nous avons créé une dynamique participative au sein des équipes » soulignent de concert Sabrina Latrèche et Van Tan Lo.

« L'utilisateur est toujours au cœur de nos métiers. On s'efforce sans cesse d'améliorer ses conditions de vie, ses relations avec les autres » explique Van Tan Lo, le directeur du département « Accueil et Intégration des étrangers » d'Alfa3a. Depuis sa création en 1971, l'association s'attache en effet à proposer à chacun une solution personnalisée et complète. L'objectif pour Alfa3a est de permettre aux bénéficiaires d'une protection internationale d'être inclus dans la société d'accueil en travaillant sur l'apprentissage du français, le logement, la santé, la scolarité et l'emploi. L'ensemble des structures gérées par ce département mènent de concert un projet de service dont la première étape a été une évaluation interne menée durant l'hiver 2021. Une première pour les 133 salariés du département et une réponse au texte de loi du 2 janvier 2002 sur les établissements médico-sociaux qui met les droits des usagers au premier plan des principes d'action par

leur association à une prise en charge personnalisée, et insiste sur la lisibilité et l'efficacité des interventions.

ÉVALUATION INTERNE

L'évaluation interne a été conduite à la suite de la formation-action dispensée auprès des chefs de service des CADA, CPH et HUDA, par le cabinet VARAP SCOP, spécialisé dans le sanitaire, social et médico-social. Elle contribue à améliorer en continu la qualité des prestations délivrées en contribuant en effet à adapter les réponses aux besoins des personnes accompagnées, et à prévenir les risques liés à leur vulnérabilité. Suite au diagnostic, un projet d'établissement a été construit. « Il est désormais la feuille de route de nos actions » souligne Sabrina Latrèche, cheffe de service du secteur Haut-Bugey pour les HUDA. Tous les membres des équipes ont été associés aux groupes de travail qui ont élaboré des fiches-actions autour de 5 thèmes : l'accueil, l'accompagnement, l'hébergement, la vie sociale, la sortie du dispositif. Elles sont en cours de réalisation depuis le début de cette année. ■

STRATÉGIE

Utiliser le collectif pour renforcer l'échange avec chacun

« Dans le projet d'établissement, nous partons à chaque fois des besoins de l'utilisateur pour améliorer notre qualité de service » explique Sabrina Latrèche. Nous avons constaté par exemple que les réfugiés hébergés dans les CADA avaient du mal à être disponibles pour rencontrer les travailleurs sociaux en raison d'horaires incompatibles. En équipe, nous avons décidé tous ensemble d'adapter nos horaires (10 h - 19 h au lieu de 8 h 30 - 17 h). Un gros travail a aussi été engagé sur la communication pour fluidifier les échanges dans cette véritable

tour de Babel qui rassemble environ 42 nationalités différentes ! Les informations sont transmises par le biais de photos affichées sur les murs et non de textes écrits afin de franchir la barrière de la langue, comme par exemple une photo de la porte du bureau barrée d'une croix pour indiquer qu'il est fermé. « J'ai à ma disposition plusieurs photos que je colle sur ma porte en fonction de la situation » explique Precilia Giordano, travailleuse sociale dans le centre de Bellignat. ■



Precilia Giordano, travailleuse sociale

TÉMOIGNAGE

« On a davantage confiance dans nos encadrants »

Rohullah, 24 ans, vient d'obtenir cet été son statut de réfugié. Il est désormais bénéficiaire de la protection internationale. Un soulagement pour ce jeune Afghan qui est parti de chez lui en 2015 et une nouvelle page qui s'ouvre. Déterminé à mieux connaître la langue et la culture française, le jeune homme intègre cette rentrée l'École de la deuxième chance à Oyonnax pour enfin aller à l'école. Parlant déjà anglais, allemand, italien et farsi, sa langue natale, il aimerait un jour « travailler à la SNCF comme contrôleur sur des lignes internationales ».



Rohullah, réfugié

En attendant, « Rohi » apprécie les sorties et les moments d'échange créés par l'équipe du CADA de Bellignat, comme le tournoi de football en juin dernier. Celui-ci a permis de réunir des résidents des différents établissements d'accueil de l'Ain pour leur plus grand plaisir et où chacun a pu découvrir d'autres cultures, y compris celle des encadrants. « Les relations avec les professionnels qui nous suivent sont devenues plus conviviales, explique Rohullah. On apprend à mieux se connaître. On a davantage confiance en eux car on les rencontre dans d'autres endroits que les bureaux administratifs. » Prochaine découverte tous ensemble : le lac Genin en septembre. ■



3 QUESTIONS À

Myriam Lucas-Veyrunes

CHARGÉE DE L'AUDIT INTERNE

Quel est l'intérêt de réaliser une évaluation interne ?

L'évaluation interne n'existe plus depuis le 1^{er} janvier 2022, la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé ayant réformé le dispositif d'évaluation des ESSMS. Cette réforme modifie la manière d'aborder la démarche d'amélioration continue de la qualité (DACQ) dans les ESSMS. Les équipes devront autodiagnostiquer leurs pratiques chaque année à partir d'un référentiel national qui structure les attendus sur les pratiques. Le processus qualité est ainsi plus fluide, plus facilement appropriable par tous, la Haute autorité de santé (HAS) partageant à présent publiquement les « règles du jeu » en amont avec les professionnels sur ses attendus vis-à-vis des pratiques.

En quoi la démarche d'Alfa3a est-elle innovante ?

Alfa3a nous a demandé de réaliser auprès des chefs de service du DAIE une formation sur cette réforme et ses répercussions dans le quotidien des équipes. Former directement les chefs de service à la compréhension de cette réforme est innovant en soi. On nous le demande généralement peu, alors que c'est essentiel. Ce sont les managers qui devront implanter la DACQ sur le terrain avec leurs équipes. Il est donc important de les former pour qu'ils en véhiculent le sens et continuent à déployer des pratiques de qualité sur lesquelles les usagers seront à présent régulièrement sondés.

Quels sont les points forts du projet d'établissement ?

C'est un document de référence pour les équipes qui permet de s'entendre autour d'une culture commune de travail. Il présente une feuille de route du développement de l'établissement pour les années à venir : les pratiques professionnelles à améliorer, les prochains projets à déployer... Tout est lié.



En chiffres

Au 25/08, la préfecture a délivré au total **617 autorisations provisoires** de séjour auxquelles il faut ajouter 383 mineurs. Au total, un millier d'Ukrainiens ont transité par l'Ain.

Dans tout le département, Alfa3a a accompagné pour tous types de démarches **153 ménages** (soit un total de 371 personnes : 216 adultes + 155 enfants) :

- 72 ménages soit 174 personnes, logés actuellement chez des tiers/particuliers,
- 2 ménages (9 personnes) en hébergement d'urgence à l'hôtel,
- 19 ménages (39 personnes) logés sur le site d'accueil dédié à Châtillon-en-Michaille,
- 27 ménages (63 personnes) qui ont depuis quitté le dispositif,
- 33 ménages (88 personnes) ayant reçu une proposition par Alfa3A d'un logement autonome.

À Jasseron, 34 personnes ont été accompagnées par Tremplin, dont 23 (dont 11 enfants) hébergées actuellement.



Iryna et Viktoria vivent à Nantua avec leurs enfants depuis quatre mois.

Les Ukrainiens dans l'Ain

« La vie continue »

Depuis que la guerre en Ukraine a éclaté, de nombreux Ukrainiens ont trouvé refuge en France. Logés par des particuliers, des associations, des institutions, ils ont dû s'adapter à leur nouvelle vie. C'est le cas de deux sœurs, Iryna et Viktoria, arrivées à Nantua il y a quatre mois avec leurs enfants.

REPORTAGE & PHOTOS | MARYLOU PRÉVOST

C'est dans un appartement proche du centre-ville de Nantua qu'Iryna Padalko, sa sœur Viktoria Shevchuk et leurs enfants sont hébergés depuis quatre mois grâce à la mairie de Nantua. « Je veux remercier tous les habitants, la mairie et les volontaires qui ont beaucoup fait pour nous », tient à rappeler Viktoria. Le 5 août, dans le long couloir de l'appartement, les cris et les rires des trois enfants de Viktoria et des deux enfants d'Iryna se font entendre. Dans la cuisine, les varenikis, des raviolis fourrés aux fruits rouges, sont dispersés dans une assiette et d'autres garnis de pomme de terre attendent d'être versés dans la casserole. Mais ce n'est pas le seul élément de leur culture que les deux femmes ont ramené d'Ukraine. De la peinture décorative de Petrykivka, un art ukrainien, est accrochée sur les murs. « Un jour j'ai montré mon travail au directeur du collège Xavier Bichat à Nantua, Bernard Bonneville, et il m'a demandé de faire une masterclass sur la peinture avec les adolescents. Je leur ai appris à peindre le Petrykivka pendant six cours. C'était très intéressant. Il pensait que les enfants devaient connaître plus de choses sur l'Ukraine pour comprendre pourquoi la France nous aide.

Il voulait qu'ils apprennent une nouvelle technique mais aussi notre pays, notre culture », explique Iryna. Pour elle, ces cours lui ont offert une opportunité de se reconnecter à son pays et de faire découvrir sa culture aux collégiens. « Cette expérience m'a permis de vivre », confie-t-elle.



En juillet, l'art ukrainien, le Petrykivka, a fait son entrée au festival Woua'art de Nantua, grâce à Iryna.



L'art fait partie du quotidien de cette famille.

L'art libérateur

Viktoria peint aussi, dans un style plus réaliste. Elle s'inspire des paysages montagneux de Nantua mais aussi des monuments de Kiev et des campagnes ukrainiennes. **L'art est pour elle un moyen de traverser cette situation.** « Quand je suis triste, que je pense à cette situation en Ukraine, je préfère peindre », explique-t-elle. Ses peintures, comme celles de sa sœur, ont été exposées au festival de Nantua Woua'art, du 7 au 10 juillet. « C'est très important pour moi que les français connaissent l'Ukraine sous un autre prisme que celui de la guerre, qu'ils connaissent notre culture, notre art », indique Viktoria. Dans le foyer, l'art semble primordial. Tout le monde peint, dessine et plusieurs enfants jouent du piano, un don de l'école de musique de Nantua.

Entre deux pays

Même si les deux femmes sont reconnaissantes de la solidarité des français, elles souhaitent retourner auprès de leur famille. Pour elles, ce n'est pas la première fois qu'il faut fuir.

« **C'est la deuxième fois que l'on doit changer notre vie et partir de notre maison à cause de Poutine.** La première fois, c'était en 2014, car nous vivions en Crimée à cette époque et la Russie l'avait annexée. Nous avons dû changer de vie et déménager à Kiev. C'était il y a huit ans. Maintenant, à cause de la guerre avec la Russie, nous devons changer de vie à nouveau », raconte Viktoria. Avant la guerre, les sœurs étaient toutes les deux journalistes à la télévision en Ukraine. Dans l'attente de retrouver leur pays, elles et leurs enfants apprennent le français. Eux vont à l'école ou au collège, tandis que Viktoria espère bientôt trouver du travail. « La vie continue », assure-t-elle. ■



Une dizaine d'Ukrainiens ont trouvé refuge à Nantua.



COMMUNIQUER
POUR VALORISER

Pourquoi l'Adapei
communique ?

- Mieux informer les usagers et leurs familles
- Faire évoluer le regard sur le handicap à travers une image positive et dynamique
- Rendre visibles et lisibles les actions de l'Adapei en externe
- Attirer, recruter et fidéliser les salariés
- Fédérer et mobiliser les collaborateurs, valoriser leur travail
- Faire connaître les prestations commerciales des entreprises sociales et inclusives (ESAT, entreprises adaptées)

Adapei de l'Ain

20 avenue des Granges Bardes
Bourg-en-Bresse
Tél. 04 74 23 47 11
adapei01.fr
siegesocial@adapei01.fr

“
Valoriser
le travail
des
équipes

UNE COMMUNICATION STRUCTURÉE, DIVERSIFIÉE ET ADAPTÉE



Le lien et la présence sur le terrain aux côtés des professionnels et des résidents sont essentiels.

Coups de projecteur sur le handicap

Depuis trois ans et la création d'un service dédié, la communication prend toute sa place à l'Adapei. Quels que soient les canaux, la finalité est claire : ouvrir les portes des établissements au plus grand nombre et valoriser les réussites au quotidien.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

Historiquement discret, le secteur du médico-social est de plus en plus enclin à communiquer. C'est pour bâtir une stratégie efficace, professionnalisée et adaptée, tant vers l'extérieur qu'à destination des salariés, que la direction de l'Adapei a créé un service dédié en 2019. « *Construire une identité visuelle forte et une ligne éditoriale cohérente permet de développer la culture et l'image de l'Adapei de l'Ain* », résume Sophie Gaguin, responsable de la communication. Cette dynamique a irrigué tous les niveaux. Les portes des établissements s'ouvrent plus facilement et les équipes adoptent le réflexe de parler de leur quotidien. « *Ils mesurent l'impact positif sur les résidents et leurs familles. Cette ouverture contribue à la reconnaissance de leur travail.* » Autant de mises en avant qui peuvent aussi retenir l'attention des candidats pour soutenir l'attractivité de l'Adapei dans un contexte de tensions sur le recrutement.

UN TRAVAIL D'ÉQUIPE

Pour réussir ce virage, la communication est étroitement liée aux établissements. Directeurs et chefs de service ont été sensibilisés au sujet. « *Beaucoup d'entre eux voient la communication comme un outil*

pour améliorer le lien avec les familles, mais aussi pour fédérer les équipes. »

Des groupes de travail associant les structures ont été mis en place dans l'optique de créer les supports les plus adaptés possibles. La refonte des livrets d'accueil des usagers, initié par le service qualité, a impliqué les professionnels de terrain pour identifier les ressources, les besoins, les messages... Le résultat, en cours de déploiement, propose des outils harmonisés à l'échelle de l'Adapei, mais comprenant les éléments spécifiques à chaque établissement.

DES OUTILS VARIÉS

En plus de ces outils destinés à améliorer l'accompagnement, l'Adapei a repensé ses différents supports de communication. Son magazine *Adapei Infos* a été entièrement revu. Un journal interne a été créé pour expliquer les grands projets. En lien avec le service qualité, une plateforme intranet nommée Com'Ain a rendu accessibles la documentation et les procédures. Enfin, l'association a investi les réseaux sociaux. Sur Facebook et LinkedIn, la communauté, active et engagée, rassemble familles, professionnels et usagers. L'Adapei envisage désormais Instagram pour toucher un public plus jeune, donner une image toujours plus valorisante du handicap. ■

TÉMOIGNAGES

« Parler avec le cœur »

À Villars-les-Dombes, partager la parole et le quotidien des résidents est devenu une habitude.

Pour Élisabeth Robinot, directrice du foyer et du SAJ (Service d'accueil de jour) de Villars-les-Dombes, « *communiquer implique d'avoir de l'empathie, de faire partager son enthousiasme, de transmettre et d'éclairer l'autre sur sa pratique. S'il n'y a pas d'engagement, de passion, de simplicité, si on ne parle pas avec le cœur, ça ne marche pas* ». En adoptant des modes de communication adaptés aux besoins des usagers, il est essentiel de transmettre leur parole et de relater leur quotidien.



Élisabeth Robinot

UNE OUVERTURE SUR LE QUOTIDIEN

À Villars comme ailleurs, la période Covid a été un accélérateur de communication pour rester en lien. Quand le foyer a fermé en urgence, certains résidents sont partis pour un autre établissement tandis que d'autres sont retournés en famille. En plus d'appels hebdomadaires, l'équipe a mis en place un album de photos d'activités réalisées à domicile. Envoyées par les familles, elles étaient partagées à tous les résidents. Le recours aux réseaux sociaux est également devenu un réflexe ouvrant sur l'extérieur et permettant

de rendre compte du quotidien aux familles plus facilement. Communiquer c'est aussi partager les savoir-faire, les expériences, informer sur ce qui se déroule entre les murs du foyer et du SAJ. « *Il est important de transmettre le cœur de métier des professionnels, car il y a une méconnaissance à l'extérieur de ce qui est fait sur le terrain. Communiquer ramène de l'engagement, de la motivation. Il faut montrer qu'il se passe de belles choses au quotidien* », conclut Élisabeth Robinot. ■

« Montrer que c'est possible »

Basketteur et adepte des réseaux sociaux, Lucas Renner se saisit de tous les outils à sa disposition pour montrer au monde une image différente du handicap.

À l'ESAT le Pennessuy qu'il a rejoint il y a trois ans, Lucas Renner s'occupe de conditionnement, notamment pour Renault Trucks. Un travail intéressant qui lui confère une certaine fierté. Mais, portant un maillot des Lakers (son équipe préférée) floqué du chiffre 4 (son numéro), Lucas vit pour le basket. Un sport qu'il n'appréciait pas particulièrement avant d'y être sensibilisé par ses demi-frères. Un jour de 2015, ces derniers lui font découvrir les bases et c'est le déclic. Lucas commence à pratiquer en club à Saint-Rémy. Alors qu'il joue peu, il rejoint un club de sport adapté. « *J'adore tous les aspects du basket* »,

confie celui qui suit tant le championnat américain que l'équipe burgienne. Lucas aime partager et parler de sa passion au cours d'interviews pour le CDSA (Comité départemental du sport adapté) et à la radio. Il a aussi décidé d'aller directement au contact du public. Depuis qu'il a découvert le « freestyle basket », il partage ses talents et ses réussites sur les réseaux sociaux : Facebook, YouTube, Instagram. « *Ça marche plutôt bien. J'ai plus de 2 000 abonnés sur Insta. Mon objectif est de toucher le grand public, montrer que c'est possible même avec un handicap. Je rêve de percer dans le basket freestyle, d'être connu et d'atteindre l'équipe de France en sport adapté.* » ■



Lucas Renner



En passant au micro de Radio B il y a quelques mois, Nathalie Estheves, travailleuse au Pennessuy suivie par le SAVS (Service d'accompagnement à la vie sociale) de l'Adapei de Bourg, voulait faire évoluer le regard sur les personnes souffrant de handicap psychique. « *Il faut multiplier ces émissions sur le handicap, mettre plus en avant les personnes en situation de handicap, notamment psychique, pour démystifier le sujet* », a-t-elle conclu.



AIN
le Département



INCLUSION

En bref

- Une aide à la vie partagée pour déployer l'habitat inclusif
- Un démarrage en septembre
- 24 projets sur la période 2022-2029
- 2022 : budget évalué à 136 250 €
 - Département : 27 250 €
 - CNSA : 109 000 €
- 2022-2029 : enveloppe estimée à 6 847 500 €
 - Département : 1 369 500 €
 - CNSA : 5 478 000 €
- 167 bénéficiaires prévus en 2025

Département de l'Ain DGA Solidarité

13 avenue de la Victoire
BP 50415
01012 Bourg-en-Bresse Cedex

Tél. 3001

Du lundi au vendredi,
de 9 h à 12 h 30
et de 13 h 30 à 17 h

www.ain.fr

Une
alternative
rassurante

UNE AIDE POUR DÉVELOPPER L'HABITAT INCLUSIF

Sous le même toit

Le Département désire attirer de nouvelles personnes vers le modèle de l'habitat inclusif grâce à l'aide à la vie partagée.

PAR MARYLOU PRÉVOST

Dans l'Ain, de nombreux habitats de ce type existent déjà. Destiné aux personnes âgées et en situation de handicap, l'habitat inclusif offre la possibilité d'un mode d'habitat regroupé, entre elles ou avec d'autres personnes. Il est assorti d'un projet de vie sociale partagée, avec des locaux dédiés à la vie en communauté. À Oyonnax, quatre personnes en situation de handicap ont pu bénéficier de ce type de logements grâce à l'association Vis la ville et au bailleur SEMCODA. « *Il y a une entraide entre chacun, comme des voisins et ils prennent deux à trois repas par semaine en commun* », explique Thierry Souchère, président de Vis la ville. « *Je suis bien dans cet appartement. J'aime avoir des moments collectifs et personnels. Ensemble, on mange, on discute, on fait des sorties* », ajoute Nicolas, un locataire.

CONSERVER L'AUTONOMIE

Comme dans tout logement ordinaire, les habitants en situation de handicap ou de perte d'autonomie peuvent

bénéficier d'un accompagnement individualisé pour le soutien à l'autonomie. Ce soutien peut être assuré par l'intervention des services sociaux, médico-sociaux et sanitaires. « *L'habitat inclusif est un dispositif rassurant pour les proches, c'est une alternative lorsque la vie en établissement n'est pas souhaitée ou nécessaire mais que la vie chez soi n'est plus possible* », souligne Sandrine Ruty, chargée de mission Conférence des financeurs au Département. Cet habitat est inséré dans la société, de manière à permettre la participation sociale et citoyenne des habitants. Des services publics, transports, commerces, services sanitaires, sociaux et médico-sociaux sont ainsi localisés à proximité de l'habitat. « *Ce type de logement permet de lutter contre l'isolement de ces personnes* », explique Marie-Audrey Velaidomestry, chargée de mission gérontologie et handicap au Département. « *Je suis plus indépendante, je peux sortir sans autorisation* », se réjouit Marina, locataire d'un logement de Vis la ville, auparavant résidente d'un établissement pour personnes handicapées. ■

À l'horizon 2025, tous les projets retenus ou validés devraient être en fonctionnement avec 167 bénéficiaires.



Les quatre locataires de Vis la ville partagent régulièrement des repas et des moments de convivialité.

AIDE À LA VIE PARTAGÉE

Garder le lien

À partir de septembre 2022, plusieurs projets pourront bénéficier d'un dispositif développant la vie collective au sein des habitats inclusifs.

Mise en œuvre par la Conférence des financeurs de l'habitat inclusif, l'AVP (aide à la vie partagée) est un droit individuel pour les personnes vivant dans un habitat partagé. Elle est versée par le Conseil départemental aux porteurs de projets d'habitats inclusifs. L'AVP est accordée, sans condition de ressources, à destination des personnes en situation de handicap bénéficiant d'un droit ouvert à la MDPH ou d'une pension d'invalidité et aux personnes âgées de 65 ans et plus relevant d'un groupe iso-ressource, c'est-à-dire un niveau de perte d'autonomie, de 1 à 6. Cette aide sera financée à 20 % par le Département pendant 7 ans et le reste sera couvert par la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie). Elle subventionne l'animation du projet de vie sociale et des temps partagés, la participation sociale des habitants ou encore le développement de la citoyenneté. **Ce dispositif permet de faciliter les liens entre les habitants** et des habitants avec leur environnement, coordonner des intervenants permanents et ponctuels dans l'habitat ou à l'extérieur. « *L'aide à la vie partagée maintient les habitants dans la vie du quartier et leur permet de*

conserver des liens notamment avec le voisinage », explique Sandrine Ruty.

24 PROJETS RETENUS

Le Bureau de la Conférence des financeurs de l'habitat inclusif a réceptionné et examiné trente et un projets le 31 mai. Vingt-quatre d'entre eux ont été retenus : les projets HAISSOR (habitat intermédiaire service solidaire regroupé) de l'ADAPA, l'ADMR et VSDS (services d'aide et d'accompagnement à domicile), Vis la Ville de l'association Les Enfants Soleil, Han'Vie de l'association Éclat, ou encore le SAMSAH du Centre ressources pour lésés cérébraux 01 de l'Orsac, la Maison Saint-Jean de Sylvie Fleurie... « *Cette subvention va nous aider à faire vivre l'habitat inclusif en développant les activités collectives* », indique Thierry Souchère. Au total, 167 personnes pourront bénéficier de cette aide, dont 116 personnes âgées et 51 personnes handicapées. Grâce à cette aide, le Département espère relancer la création de ce type de logements. « *De nombreuses initiatives privées voient le jour pour développer de tels habitats* », indique Marie-Audrey Velaidomestry. ■

Sandrine Ruty,
chargée de mission Conférence
des financeurs au Département



Marie-Audrey Velaidomestry,
chargée de mission gérontologie
et handicap



Evariste Yapo,
chargé de mission Habitat inclusif



3 QUESTIONS À

Thierry Clément

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT À LA SOLIDARITÉ

Pourquoi le Département souhaite-t-il développer l'habitat inclusif ?

Ce type d'habitat répond aux attentes des personnes âgées ou en situation de handicap de pouvoir vivre dans la société. Elles peuvent vivre dans une ville avec l'ensemble des habitants, en étant complètement inclus à la vie sociale et en développant des relations de voisinage. Le programme HAISSOR, par exemple, a montré les avantages de la vie à domicile associée à une socialisation et une sécurité. Ces résidences proposent une domotique qui facilite la vie des personnes. L'habitat inclusif est porteur d'avenir.

Que va apporter l'aide à la vie partagée à ces personnes ?

Elle facilite le financement des activités de loisirs, d'actions collectives librement choisies par les personnes sans entamer leurs ressources. Il peut aussi s'agir de la participation à la préparation de déjeuners collectifs animée par une aide à domicile, ou une sortie au cinéma, au marché, de la gym douce... Des temps d'accompagnement individuels ou collectifs peuvent être mis en place, comme un accompagnement au supermarché.

Quels projets peuvent bénéficier de cette aide ?

Il faut bien distinguer l'habitat inclusif d'autres solutions proches. Certains projets étaient trop voisins de l'accueil familial. Il y a aussi des Marpa pour les personnes âgées dans le département, elles proposent un accompagnement plus dense et constituent de petits établissements. Les personnes logées dans un habitat inclusif sont plus autonomes, elles décident de leurs activités. Nous avons donc accepté des projets de type HAISSOR ou d'associations du handicap de l'Ain qui gèrent par ailleurs des établissements.



INCLUSION

La résidence Cap Soleil

La résidence a été conçue en concertation entre Dynacité et l'association Enfants Soleil 01. Les premiers résidents ont emménagé en septembre 2021.

Ses caractéristiques

- 12 appartements T2 et T3
- 6 réservés à des adultes porteurs de trisomie 21
- 3 bâtiments disposés en U
- une salle de vie commune avec coin cuisine
- un jardin partagé
- coût de l'opération : 1,7 million d'euros
- participation d'Action Logement (670 000 €)

Enfants Soleil 01

Association de parents d'enfants porteurs de trisomie 21, née en 1999.

Contact : Marie-Christine Arban
Tél. 06 81 65 88 95
marie-christine.arban@wanadoo.fr

Dynacité

Tél. 04 74 45 89 89

“
Un habitat
sur-mesure

QUAND L'INCLUSION DEVIENT REALITÉ



Du soleil en résidence

Les douze appartements de la résidence Cap Soleil à Bourg-en-Bresse mêlent locataires porteurs de trisomie 21 et autres locataires du logement social. Ce projet exemplaire de Dynacité tisse avec bonheur les fils de l'inclusion.

PAR AGNÈS BUREAU

Lors d'une dernière fois qu'Élise a eu besoin d'attacher des barrettes dans ses cheveux, elle a frappé à la porte des voisins. C'est à ce genre de menus services, échangés avec naturel, qu'on mesure la réalité du mot « inclusion ». La présidente de l'association Enfants soleil se souvient très bien de l'accueil réservé à leur projet de « résidence inclusive » en 2016 : « *Dynacité a dit banco tout de suite*, rappelle Marie-Christine Arban. *Nous qui avons l'habitude de nous battre en permanence, cette simplicité nous a beaucoup touchés.* » Trois ou quatre ans de préparation ont ensuite été nécessaires pour aboutir à cette réalisation qui force l'admiration. Avec le surcoût des espaces communs, il a fallu un coup de pouce de Dynacité pour équilibrer financièrement l'opération, mais le directeur général assume : « *Il faut parfois bouger les lignes pour trouver des solutions*, affirme Marc Gomez. *L'inclusion est porteuse de sens pour Dynacité et pour ses administrateurs.* » Ceux-ci viennent d'ailleurs de valider la création d'une filiale dédiée à la gestion du patrimoine inclusif du bailleur. Un nouveau projet est déjà en route pour des jeunes adultes porteurs de syndromes autistiques, à Ambérieu-en-Bugey.

PROMESSES TENUES

Pour l'heure, rue Maria G  ral, la vie a pris son rythme de croisière. Le retraité, l'aide-soignante, le travailleur d'Esat... chaque locataire a signé la charte de bienveillance, gage moral de respect mutuel et d'entraide. Quelques jeunes se partagent encore entre leur appartement tout neuf et le domicile parental, négociant en douceur la transition vers l'autonomie. Action Logement est réservataire des T2 et T3 de logement social classique : l'attribution s'est faite après un entretien (mené avec Marie-Christine Arban), pour s'assurer que les futurs habitants aient bien compris les particularités de cette résidence. Tous les dossiers sont ensuite passés en commission d'attribution. La Ville de Bourg a également suivi de près ce projet hors normes, participant aux réunions de présentation auprès des voisins. « *C'était important que le projet ne soit pas parachuté dans le quartier*, rappelait le maire lors de l'inauguration. *Or sa préparation a été exemplaire.* » Un an après sa mise en service, Cap Soleil semble tenir toutes ses promesses. ■

Mathis, Eva, Antonio et les autres

Victor et   lise habitent un des appartements du rez-de-chaussée et cultivent leur carré de potager devant la résidence. Tous deux travaillent en établissement de travail protégé.



Cela fait des mois qu'ils se connaissent et s'appellent par leur prénom. Victor, Maxime, Audrey, Lucienne et les autres sont voisins, certains porteurs de trisomie 21, d'autres non. Une fois passé le portillon du numéro 9, une courte allée longe les pieds de tomates et les fleurs jusqu'à l'auvent qui abrite les boites aux lettres et la porte de la salle commune : elle est ouverte sur les tchacs sonores d'une partie de baby-foot animée. « *Cette résidence est magnifique*, s'enthousiasme Marie-Christine Arban, *j'en ai pleuré en la voyant sortir de terre. Il faut dire qu'au départ, on n'espérait guère mieux qu'un bâtiment rectangulaire avec des couloirs.* » Conçue par le cabinet Barillot, elle est composée de trois

bâtiments entourant le jardin central ; on accède aux appartements par des coursives couvertes ou une terrasse en toiture. La salle commune a été aménagée par Enfants Soleil 01. Elle est le lieu du vivre ensemble, là où « *tout le monde se retrouve* ». Les parents et l'association organisent des ateliers une ou deux fois mois, ouverts à tous les habitants de la résidence (gymnastique, fabrication de compost...). Au cœur de cette résidence, ils suscitent une nouvelle façon d'habiter, avec des voisins qui se connaissent et peuvent compter les uns sur les autres. « *Nos enfants sont heureux* », témoigne une mère. Elle envisage désormais l'avenir de son fils plus sereinement, y compris quand elle ne sera plus là pour veiller sur lui. ■



L'inauguration de la résidence par Michel Perraud, président de Dynacité, le 22 juin, a été arrosée d'une brève pluie printanière. Elle réunissait une joyeuse assemblée autour de Dynacité et d'Enfants Soleil 01, du Département, de la Ville de Bourg, d'Action Logement et de l'architecte Pierre Barillot.



« Je cherchais juste un logement calme à Bourg, sans autre critère. Quand j'ai vu l'annonce, j'ai aimé l'idée de cette résidence. Ils sont très intéressants ces petits jeunes, je suis ravie d'être ici. La saison des activités dans la salle commune va commencer, je serai là pour la gym douce ! »

Lucienne Bacalahau, locataire



« Quand on a confiance dans nos enfants, ils avancent. Ils gagnent en autonomie. »

Marie-Christine Arban, présidente d'Enfants Soleil 01



« Avec ce genre de projet, la mission d'intérêt général de Dynacité prend tout son sens. Nous sommes fiers d'avoir construit cette résidence. »

Marc Gomez, directeur général de Dynacité



« Nous sommes fiers de nous être associés à ce projet dès sa conception. Nous tenions à le soutenir financ  ri  ment, car son objectif d'inclusion est important. »

Noël Pétrone, directeur régional d'Action Logement Services



ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

L'accompagnement social par les aides à domicile en 2021

- 1 329 interventions d'accompagnement véhiculé pour aller à des activités de loisirs
- 220 h d'accompagnement et de participation à des actions de prévention
- 143 interventions accompagnement au numérique
- 93,6 % de bénéficiaires très satisfaits de la personnalisation de leur accompagnement et de leurs intervenants

Ain Domicile Services

Tél. 04 74 21 42 52
contact@ain-domicileservices.fr
www.ain-domicileservices.fr

L'AIDE À DOMICILE, C'EST AUSSI L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

« Les aides à domicile sont des veilleurs »

Favoriser l'autonomie et la socialisation de la personne, lui faire (re)découvrir ses capacités, selon ses besoins et leur évolution, font pleinement partie du service apporté par les aides à domicile.

PAR ANNICK PUVILLAND

Si l'entretien du logement s'inscrit souvent pour une large part dans l'intervention à domicile, celle-ci va bien au-delà. Préparer avec la personne un gâteau, lui proposer d'aller faire les courses ensemble, lui montrer comment communiquer avec ses enfants via Internet, exercer ses facultés cognitives via une activité ludique, faciliter ses déplacements à l'extérieur, discuter tout simplement pour rompre l'isolement... L'accompagnement social spécifique effectué par les aides à domicile peut revêtir de multiples formes, qui toutes visent à **contribuer au bien-être et à l'autonomie du bénéficiaire.**

« *Les aides à domicile sont des veilleurs* » rappelle Agathe Jeannin, responsable du pôle Développement et innovations. Sur le terrain, ce sont elles et eux qui interviennent auprès de la personne, voient son évolution, peuvent déceler les petits signes de changement, repérer ce qui peut la motiver, l'amener à recréer du lien social, alerter si sa situation se dégrade... « *Leurs retours sont très précieux pour adapter l'aide* » confirme Justine Suard, responsable de secteur de Pont-de-Vaux. Au sein de l'équipe intervenant auprès d'une même personne, l'expérience et les idées de chacun pour accompagner au mieux la personne profitent à tous.

ACCOMPAGNER LE PROJET DE VIE DE LA PERSONNE

S'adapter, c'est le maître-mot pour Lionel Lagarde, auxiliaire de vie depuis douze ans, qui a intégré l'équipe d'Ain Domicile Services du secteur de Pont-de-Vaux au printemps dernier. « *Chaque personne, chaque lieu, chaque famille, sont différents. On accompagne la personne dans son projet de vie. Même en faisant le ménage, on peut sociabiliser la personne.* » Intervenant entre autres dans une famille auprès d'un enfant autiste, l'accompagnement passe par tout ce qui favorise son attention, son ouverture, son plaisir, selon le ressenti du moment : aller au jardin observer la nature, se lancer dans un jeu de société, dans la confection d'une pizza... Idem avec sa sœur polyhandicapée, dont le visage s'illumine d'un large sourire lorsqu'il la fait « *danser en fauteuil roulant* ». ■

Séances crêpes et découverte de Snapchat

SUR LE TERRAIN

« Mme B. est **métamorphosée** »

Les aides à domicile, chacun à sa façon, avec ses compétences, ses constats, ne manquent pas d'idées pour accompagner les bénéficiaires.

Intervenant chez une personne souffrant de la maladie d'Alzheimer, Isabelle Beisson, aide à domicile sur le secteur de Vonnas, veille à préserver ses capacités via les petites choses du quotidien : « *Elle aime m'aider à plier le linge, le compter, ranger la vaisselle. Petit à petit, je lui propose des activités : un atelier pâtisserie, un jeu... L'autre jour, je lui montré comment faire des photos sur Snapchat... Elle a adoré ! J'en parle en réunion d'équipe.* »

Des aides à domicile sont formés à Numeri.dom, qui permet d'accompagner les personnes à utiliser ordinateur, tablette ou smartphone.

Accompagner la personne, c'est aussi accompagner les aidants, la famille, leur permettre de prendre du répit, du recul, de voir autrement leur proche : « *Chaque petite graine semée va mûrir chez la personne et la famille* » souligne Agathe Jeannin. À Châtillon-sur-Chalaronne, Patrizia Passarella a fait découvrir le quilling, une activité créative, à une bénéficiaire en perte de dextérité manuelle. « *Un jour, elle était stressée, énervée. Je lui ai montré ce que je fais, ça lui a plu. Avec l'accord de ma responsable de secteur, j'ai apporté*

le matériel. » Depuis, le lundi, c'est quilling. Un rendez-vous attendu impatiemment par Mme B., qui s'est si bien prise au jeu que ses créations ont été exposées à l'antenne locale. « *Mme B. est métamorphosée* » confie Roselyne Taponat, responsable de secteur. Les exemples d'initiatives menées par les aides à domicile ne manquent pas : l'une, en lançant l'idée de faire des gâteaux, a suscité l'envie chez une bénéficiaire de confectionner celui d'anniversaire de sa petite-fille ; une autre a fait découvrir à une personne l'origami qui, via la réalisation d'objets décoratifs en pliage de papier, fait travailler les doigts... « *Dans l'accompagnement social, tout passe par l'échange.* » Une bénéficiaire faisait même le ménage avant la venue de l'aide à domicile pour avoir du temps pour discuter avec elle !

L'accompagnement social, c'est aussi, par exemple, passer chaque soir chez un bénéficiaire à tendance alcoolique vérifier qu'il est bien rentré et alerter sa fille si besoin, veiller à la demande d'APA (allocation personnalisée d'autonomie) pour une personne âgée sans famille... ■

Adapter les interventions en continu

Sur le terrain, les responsables de secteur et leurs assistants veillent au suivi du projet d'accompagnement de chaque bénéficiaire, à l'adaptation des aides techniques, à la constitution des équipes d'accompagnement, à la planification des interventions... « *Les aides à domicile font remonter les infos sur l'évolution de la personne. On adapte les interventions en continu aux besoins* » résume Élodie Paupe Dos Santos. Toujours en coordination avec les partenaires et avec le même objectif : répondre au mieux aux attentes des bénéficiaires.



Agathe Jeannin



Justine Suard



Isabelle Beisson



Lionel Lagarde



Elodie Paupe Dos Santos



Patrizia Passarella



Roselyne Taponat

PEP 01

Dinamo à Montréal-la-Cluse



Jour d'inauguration.

Après 65 ans à Condamine, l'IME Dinamo Sco des PEP 01 a rejoint le nouveau site de Montréal-la-Cluse, inauguré le 24 juin. Implanté en centre-ville, à proximité des établissements scolaires, des espaces sportifs, de loisirs et de santé, il facilitera l'inclusion scolaire et sociale et répondra mieux à l'évolution des besoins des bénéficiaires. Lancé en 2019 pour un coût de 3,4 M€, le projet rassemble à Montréal-la-Cluse un IME (32 places), 2 SESSAD ainsi que

différents services de coordination de parcours, jusqu'alors situés à Nantua. En 2023, ils seront rejoints par le SAJ (Service d'accueil de jour), destiné aux adultes. Tous sont des composantes de la plateforme de services des PEP 01, pensée pour décroquer les établissements et services et favoriser la fluidité du parcours des bénéficiaires. L'ensemble a été conçu pour répondre au mieux aux besoins des personnes accueillies, notamment de ceux avec des troubles du spectre autistique. ■

Obésité de l'enfant

Grandir en forme

Lancé en mai 2021 par le Centre hospitalier du Haut-Bugey, avec le soutien du RéPPOP-LyRA*, le premier programme « Grandir en forme » a accueilli 18 enfants, en trois groupes d'âge homogène. Un deuxième a eu lieu de février à juillet 2022. Le suivant débute en septembre. « La demande est forte » souligne le Dr Kandara, pédiatre. S'inscrivant dans la lutte contre l'obésité, l'action s'adresse aux 5-16 ans, sur orientation médicale, l'engagement dans le programme étant volontaire. Elle vise, au fil de 6 demi-journées sur 6 mois (2 rencontres, 3 temps de groupe pour les enfants et pour les parents, et un bilan), « de petits changements dans les habitudes de vie à long terme, toujours dans le plaisir ». Jouer dehors, faire du vélo, manger des bonbons sans sucre... C'est prendre soin de soi, pour stabiliser son poids.

Une équipe de professionnels (pédiatres, diététicienne, psychologue, enseignante en activité physique adaptée, infirmières) accompagne enfants et parents. « On prend en charge la famille, c'est très important » indique Marie Lapish, cadre de santé. ■

Mon corps, Mes choix, Ma santé !

Programme Grandir en forme

Proposé au Centre Hospitalier du Haut-Bugey à Oyonnax

Il s'adresse aux jeunes de 5 à 16 ans

Jouer sur les habitudes de vie et le bien-être pour prendre soin de soi

ENCADRE PAR UNE ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE À VOTRE ÉCOUTE

LE MERCREDI UNE DEMI-JOURNÉE PAR MOIS 6 RENCONTRES

* Réseau de prévention et de prise en charge de l'obésité en pédiatrie Lyon - Rhône - Roannais - Ain.

Tél. 04 74 73 10 61
grandirenforme@ch-hautbuguey.fr

En bref



Bravo aux travailleurs handicapés

L'assemblée générale 2022 de l'ADAPEI, en juillet, s'est achevée par un temps fort : la remise de diplômes, médailles et goodies aux travailleurs en situation de handicap ayant quarante ans d'ancienneté dans les établissements de l'association. L'émotion était palpable, sur scène et dans la salle, lorsqu'ils ont pris le micro pour raconter avec fierté leur parcours professionnel.



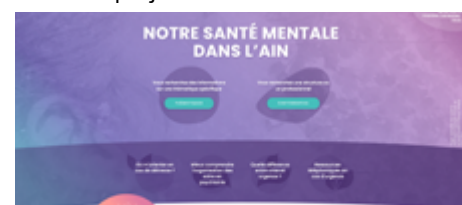
14 travailleurs ont été récompensés pour leurs 40 ans de carrière.

À la une de l'ADMR

- Les travaux de construction d'une troisième microcrèche à horaires élargis, à Villereversure, ont débuté et devraient s'achever courant 2023.
- L'ADMR d'Ambérieu-en-Bugey / Saint-Maurice-de-Courdans a déménagé dans des locaux plus spacieux et modernes, 6 rue Henri Jacquinod à Ambérieu.
- Aide-soignante pendant douze ans, Fanny Reybillet a rejoint récemment le réseau ADMR, au poste de responsable de secteur de l'ADMR de Saint-Denis-lès-Bourg.
- Près de 150 000 sacs à pain et sacs à pharmacie aux couleurs et visages de l'ADMR de l'Ain ont été distribués dans l'Ain dans le cadre de la campagne 2022. On y trouve les portraits d'Éliane, bénévole, et de Lyne, aide-soignante.

www.sante-mentale-ain.fr

Un site internet grand public est depuis juin entièrement dédié à la santé mentale dans l'Ain : organisé de manière très intuitive et lisible, très complet, il aborde l'organisation et l'accès aux soins tout en proposant des dossiers thématiques (maladies, rétablissement, diagnostic, bien-être...). En première page : les numéros d'appel, la cartographie des professionnels, des actus et des événements. Le site est participatif, écrivez-leur ! Il est géré par le CPA dans le cadre du projet territorial de santé mentale.



DOSSIER



Déchargement à l'atelier cuisine de Tremplin.

AIDE ALIMENTAIRE

Visite en coulisses



DOSSIER

AGNÈS BUREAU

BÉNÉDICTE LIMON

À un bout de la chaîne : des personnes en précarité qui comptent sur des colis ou des repas pour se nourrir. De l'autre côté : des donateurs, grandes surfaces, industriels ou particuliers. Entre les deux, des associations qui collectent, trient et distribuent. Ce dossier s'intéresse au circuit plus qu'aux bénéficiaires. Le système actuel répond en partie à la précarité alimentaire. Il contribue à la lutte contre le gaspillage alimentaire et réduit les volumes de déchets.

Cette organisation, plutôt bien rodée, n'échappe pourtant pas à des questions de fond sur le financement de fait de ce circuit (via les réductions d'impôts consenties par l'État) ou sur la qualité des produits.

Au-delà de l'aide alimentaire, le débat n'est-il pas sur un accès équitable à l'alimentation ?

Coluche, l'Europe et le FSE+



L'Europe a ouvert aux associations les frigos de ses surplus agricoles en 1987, après l'intervention de Coluche devant les députés européens. Cette aide devient pérenne – et distincte de la gestion des surplus de la PAC – avec la création du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) en 2014. Ils sont quatre à bénéficier de ce programme en France : la Croix-Rouge, le Secours populaire, les Restos du cœur et le réseau des Banques alimentaires. Ces dernières les redistribuent à des associations locales agréées. Depuis 2014, les produits alimentaires du FEAD sont donc achetés via des appels d'offres lancés par l'État, qui utilise pour les payer sa part des Fonds européens. Il s'en tient à une liste réduite de 25 produits (coquillettes, sucre en morceaux, ratatouille en conserve, thon en boîte...), plus le lait et le beurre. Le FEAD est intégré depuis 2021 à une version élargie du Fonds social européen (renommé FSE+).

Aide alimentaire

Les dessous de la « ramasse »

Plusieurs facteurs modifient notablement les conditions dans lesquelles les associations se fournissent auprès des donateurs.

L'aide alimentaire concerne peut-être 50 à 60 000 personnes dans l'Ain, un chiffre difficile à évaluer. Une chose est sûre : il ne faiblit pas, bien au contraire. Pour fournir colis ou repas, le circuit s'est organisé entre donateurs et associations de collecte et/ou de distribution. Tout à l'amont de la chaîne : les grandes et moyennes surfaces, les producteurs et l'industrie agroalimentaire. Les dons proviennent aussi des particuliers (à l'occasion des grandes collectes organisées une ou deux fois dans l'année) et de l'Europe.

La « ramasse » exige de la part des associations de l'organisation et des moyens. Certaines ont choisi de ne pas en faire, comme la fédération départementale du Secours populaire (contrairement aux équipes d'Ambérieu ou de Montréal-la-Cluse). Pour les associations, qui deviennent responsables des denrées dès qu'elles les ont acceptées (y compris en cas d'intoxication !),

cela implique de la rigueur sur les conditions de stockage, l'hygiène et le respect de la chaîne du froid. « L'association doit être en capacité de tracer les flux, confirme Marion Violland, directrice de l'épicerie solidaire Au Marché Conté. Elle a aussi la liste des produits à risque bactériologique qu'elle n'a pas le droit de récupérer comme les poulets rôtis ou les parts de pizza. »

Le droit à manger bien

Plusieurs associations disent être davantage attentives à la qualité des colis fournis depuis la crise du Covid. « On préfère donner moins mais donner mieux, quitte à acheter pour compléter », affirme Carole Vilain, présidente du Secours populaire. Des produits davantage qualitatifs, voire produits localement. L'association répond à des besoins accrus : elle est passée de deux demi-journées de distribution alimentaire avant 2020 à deux journées aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, le paysage change. Les grandes surfaces s'appliquent à réduire leurs invendus, ce qui se traduit pour les associations par un volume croissant de denrées données en date limite de consommation d'un ou deux jours. L'arrivée des enseignes de déstockage alimentaire (Stokomani, Noz...) a également changé la donne. Au final, de fortes tensions sur un circuit de l'aide alimentaire bousculé aussi par le débat sur la qualité de l'alimentation ou la mise en œuvre d'une sécurité sociale de l'alimentation. ■

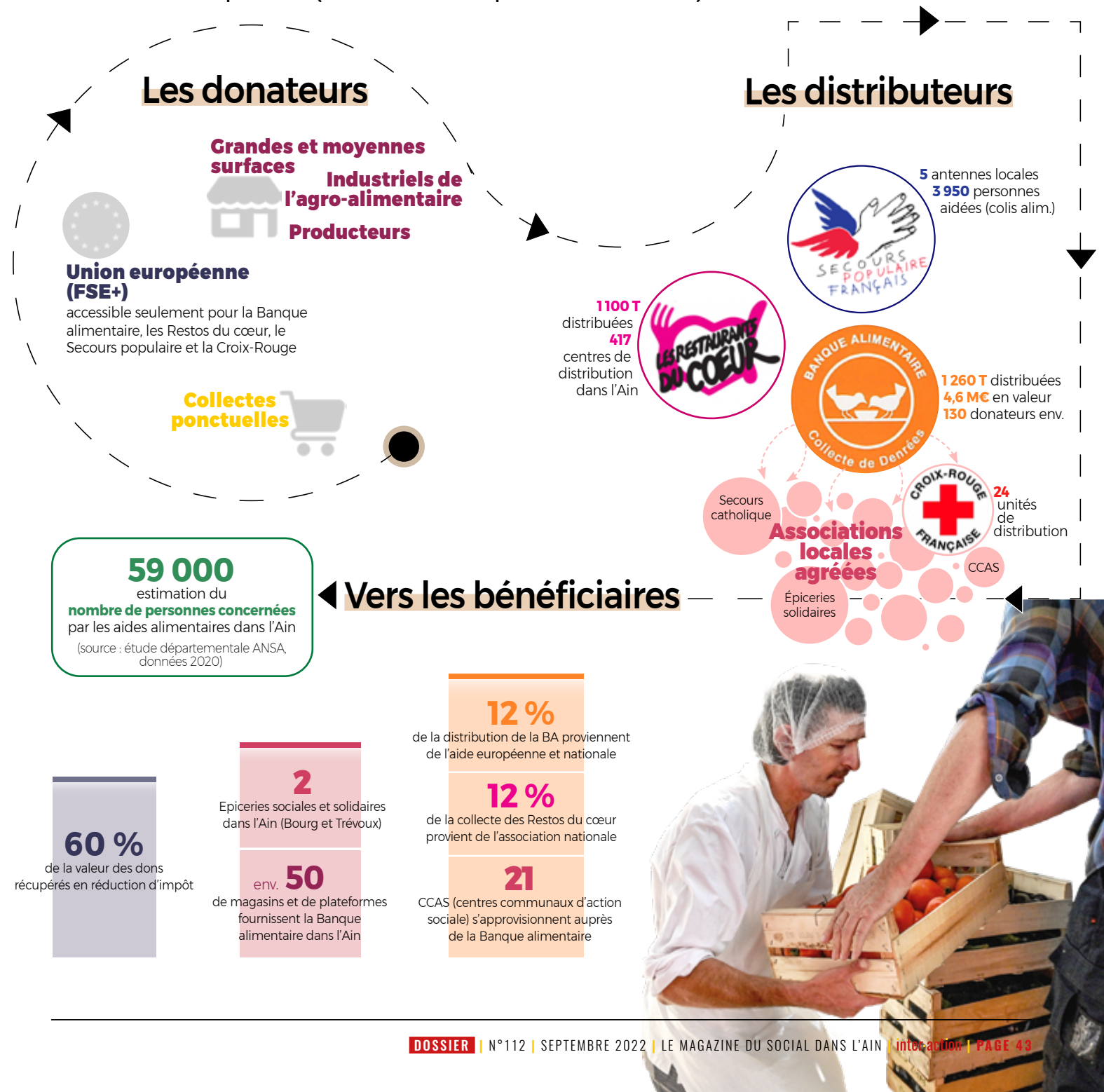
Sur interaction01.info

Retrouvez des documents complémentaires pour comprendre le circuit du don alimentaire, dans la rubrique Ressources.

Repères

Le circuit du don

Les dizaines d'associations assurant de l'aide alimentaire dans l'Ain s'approvisionnent en « ramasse » auprès de quatre grands types de donateurs, auxquels s'ajoutent pour certaines des collectes ponctuelles (Restos du cœur et Banque alimentaire notamment).



La Banque alimentaire de l'Ain dispose d'un entrepôt à Bourg (ci-contre).

Les Restos du cœur ont un entrepôt principal à Bourg, devenu trop exigü (750 m²) et un secondaire dans le Pays de Gex.

Très cher Cerfa

Pour obtenir leur ristourne fiscale, les GMS et les producteurs doivent disposer d'un formulaire Cerfa délivré par l'association et sur lequel figure le poids des denrées données. Il est en général rédigé, non pas à l'enlèvement, mais dans l'entrepôt de l'association, une fois que les bénévoles ont trié tout ce qui n'est pas utilisable. « *On n'est pas une poubelle* », s'irrite le président de la BA Didier Dussart. « *On ne doit délivrer un Cerfa que sur ce qui est réellement redistribuable. On respecte les associations qu'on livre et les personnes qui recevront les produits. Qui voudrait des biscottes écrasées ou des boîtes défoncées ?* » Sans compter les « erreurs » manifestes, comme ces paquets éventrés ou même ces boîtes de boules de Noël... Ce refus du Cerfa « au cul du camion » a d'ailleurs généré des divorces temporaires avec certaines grandes surfaces. Toutes les associations évaluent cependant ce qu'elles doivent jeter à une part minime, peut-être 2 à 5%. Ce qui fait tout de même, pour la BA, 2,5 tonnes de rebus chaque mois pour lesquelles il faut payer la taxe sur les ordures ménagères et le coût du transport.

Traduire un poids en valeur

Le Cerfa délivré par l'association ne comporte que la mention du poids des denrées acceptées. Il revient au donateur de le traduire en valeur monétaire. Les produits donnés (identifiés à l'enlèvement par leur code-barres) doivent être estimés à leur valeur en stock ; elle peut devenir nulle pour des produits arrivés en date de péremption. Mais les contrôles sont quasi inexistants.



En tête de gondole (ici à Carrefour), les produits frais en date courte sont vendus à -30 ou -50 % jusqu'à la veille de la date limite de consommation (DLC).

À l'amont du circuit Moins de gaspillage, moins de dons

Depuis une quinzaine d'années, les grandes surfaces, les plateformes de distribution et les industriels de l'alimentaire s'efforcent de réduire les pertes, avec un effet sur l'ensemble de la filière de l'aide alimentaire.

Les grandes et moyennes surfaces (GMS) surfaces ont progressivement réduit la « casse », c'est-à-dire les produits alimentaires qui partent en déchets finaux. Il faut y voir les effets conjugués d'une meilleure gestion économique, d'une incitation légale et enfin des efforts (au moins chez certains) pour combattre ce qui reste un gâchis aberrant. « *Notre slogan*, lance Sophie Seigle, directrice de Carrefour Bourg-en-Bresse, *c'est vendre plutôt que donner, donner plutôt que jeter.* » Le magasin de 8 900 m² et 20 000 références alimentaires s'appuie d'abord sur une gestion plus précise des approvisionnements en fonction des ventes. Comme toutes les autres GMS, elle pratique aussi depuis quatre-vingt ans une politique systématique de remises sur les produits en date courte. La loi autorise même désormais la vente en DDM* dépassés, et les clients suivent. Les Intermarchés de Saint-Genis-Pouilly et Péron bradent les légumes « *esthétiquement faibles* » dans des paniers à 2 €. Quelques GMS ont aussi suivi les restaurateurs et rejoint

l'application « To good to go » pour proposer en fin de journée des paniers bradés.

À la recherche des « gros comptes »

Les « grosses » associations collectrices se tournent donc de plus en plus vers les producteurs comme La Bresse, Lactalis (qui dispose d'un immense entrepôt à Saint-Vulbas), France Salaisons, Biscuits Bouvard, Giraudet... En contrepartie, les Banques alimentaires de la région mutualisent depuis 2021 leurs surplus au sein de ABAURAE, afin de se répartir, par exemple, un lot de dix palettes de yaourts. Claude Bellu est prospecteur pour la Banque alimentaire de l'Ain. « *À partir de 2013, la fédération nous a incités à prospecter systématiquement car les GMS commençaient à solder pour écouler un maximum de produits alors qu'en face, la courbe des bénéficiaires de l'aide alimentaire augmentait... Ça allait coïncider.* » Des abattoirs sont devenus « donateurs », comme certaines plateformes de distribution qui se délestent de produits refusés par les magasins pour des problèmes d'étiquetage ou de retard. ■

*Date de durabilité minimale, qui a remplacé la DLUO (date limite d'utilisation optimale).

Épiceries solidaires

Plaidoyer pour la qualité

Les deux épiceries sociales et solidaires de l'Ain militent pour que l'aide alimentaire ne fasse pas l'impasse sur la qualité des produits ni sur la dignité des personnes.

Les personnes qui ont accès aux épiceries solidaires ont la possibilité de choisir les aliments qu'ils achètent (à tout petit prix). Une première différence notable avec les colis alimentaires. Les épiceries fonctionnent avec 65 % de dons (Banque alimentaire et ramasses hebdomadaires) et 35 % de produits qu'elles achètent. Une fois par an, elles effectuent une collecte auprès des magasins Biocoop de la région. Ceux-ci reversent par ailleurs au Groupement des épiceries sociales et solidaires d'Auvergne Rhône-Alpes le montant de la marge réalisée sur l'achat des produits collectés (à la différence des grandes surfaces lors des collectes de la Banque alimentaire par exemple). « *Nous défendons une alimentation de qualité pour tous*, souligne Marion Violland, responsable du Marché conté, *y compris pour les plus précaires, d'où le développement du bio et des produits sans gluten dans nos rayons.* »

Marion Violland (à gauche) et Lucile Monot, dans les locaux de l'épicerie Au marché conté.



Soigner le contact

« *Nous sommes très attentives aux aspects humains de notre partenariat avec les magasins*, analyse Lucile Monot, responsable de l'épicerie de Valhorizon. *Car la qualité de la collecte et des produits récupérés va souvent de pair avec une bonne connaissance de nos interlocuteurs. C'est très aléatoire. Certains sont sensibles à la démarche. D'autres préfèrent gérer leur stock en flux très tendu et nous donnent peu de produits au final...* »

Circuits courts

Depuis 2021, les deux épiceries proposent aussi des produits locaux de qualité à petits prix via une subvention de l'État (DDETS). Miel, jus de fruits, terrines du lycée des Sardières : une dizaine de fournisseurs locaux sont concernés. L'épicerie de Bourg développe par ailleurs depuis quelques mois des paniers solidaires avec l'AMAP de Bourg (70 % du coût du panier sont pris en charge). L'idée est d'inciter les bénéficiaires à changer leurs habitudes alimentaires et à consommer des produits frais de saison. ■

Travailleurs pauvres

Depuis sa création en 2018, l'association AS4A s'adresse aux travailleurs pauvres, « *ceux qui n'ont plus grand-chose pour vivre une fois les charges payées* », explique sa fondatrice et présidente Doriane Courroy-Blanchard. L'aide alimentaire n'est qu'un volet de l'activité d'AS4A auprès de ses 350 adhérents-bénéficiaires. Mais « *c'est la porte d'entrée pour 9 personnes sur 10* ». L'association propose un colis par semaine, généreusement garni, pour un prix mensuel de 15 à 25 euros. « *On se fournit auprès de Carrefour et de la Banque alimentaire. Ce qui nous manque ? Les aliments pour les enfants comme les biscuits et les produits frais. Bizarrement cette année, on manque aussi de conserves de légumes alors qu'on croulait sous les raviolis !* »

AS4A, 51B avenue de Mâcon
Bourg-en-Bresse.
as4a.asso@gmail.com



Le prix demandé aux adhérents par AS4A est ajusté selon la composition des colis, elle-même dépendante des produits que les quatre bénévoles ont pu collecter. Au premier plan : Doriane Courroy-Blanchard, présidente.

Épiceries solidaires

L'épicerie Au marché conté

300 foyers

concernés sur Grand Bourg Agglomération.

L'Épicerie solidaire de Valhorizon à Trévoux

14 800 kg

proviennent de la Banque alimentaire (72 %).

5 900 kg

des denrées proviennent des ramasses (28 %).

Le principe

Les bénéficiaires sont adressés par un travailleur social. Les produits sont vendus **70 à 90 % moins chers** que dans un magasin classique.

L'économie réalisée sert à **financer un projet du foyer** (dette d'énergie ou de loyer, santé, cofinancement d'un permis de conduire, etc.).

En bref

Une bocalerie fin 2022

La mise en bocaux permettra de mieux répondre à certains besoins, dont ceux des étudiants en situation de précarité ou des CCAS pour des situations d'urgence. Elle permet aussi de réduire encore le gaspillage de légumes ou de fruits.

Des repas équilibrés

La transformation des produits est réalisée avec le souci permanent de proposer une alimentation équilibrée aux publics précaires. Un partenariat avec une diététicienne de la Banque alimentaire a été conclu dans ce sens et les préconisations du programme national de l'alimentation sont respectées au mieux.

Les deux partenaires se réunissent deux fois par an pour faire le point sur le dispositif.

Les petits plats de Tremplin

Un challenge quotidien

Grâce à sa cuisine centrale, Tremplin absorbe une bonne partie des denrées collectées par la Banque alimentaire, en particulier une partie de frais ou des conditionnements difficilement utilisables par les associations proposant des colis. Elle est la seule à assurer cette étape de la transformation.

L'année dernière, **150 tonnes de denrées fraîches** à date très courte ont été fournies par la Banque alimentaire à Tremplin et **95 % ont pu être utilisées**. « 5 % de déchets au final, c'est très peu » analyse, satisfait, David Gibergues, directeur du Pôle insertion par l'activité économique de Tremplin. « Entre le restaurant social, l'activité traiteur solidaire et la bocalerie qui entre en service fin 2022, nous arrivons à cuisiner un maximum de produits. Rien ou presque ne se perd. » Même les petites quantités sont mises à profit, y compris ces quelques bourriches d'huîtres proposées un jour aux convives du restaurant social. Ce qui sera vraiment inutilisable finira en partie au compost pour les jardins bio de l'association.

la quarantaine de salariés en insertion et répondre aux besoins du territoire. À côté des prestations de traiteur classique (avec des matières premières achetées par Tremplin), l'activité traiteur solidaire permet **d'optimiser les denrées à durée de vie très courte récupérées par la Banque alimentaire**. Celle-ci oriente aussi vers Tremplin certains gros conditionnements (des paquets de pâtes de 8 kilos !), difficilement redistribuables en colis alimentaires.

Tremplin envoie tous les jours une équipe chercher la livraison préparée par la Banque alimentaire. Pour Florent Jambon, le chef cuisinier, c'est la surprise à chaque fois au retour du camion car il ne connaît pas à l'avance le contenu ni les quantités de chaque produit. Il peut y avoir 100 kilos comme 1 kilo d'un produit !

Course contre la montre

Une course contre la montre s'engage alors pour les équipes de Tremplin afin de **respecter les contraintes d'hygiène et sécurité**. Il faut décharger très rapidement les denrées qui rejoignent les chambres froides. Avant 15 h, les recettes sont choisies pour lancer la production dès l'après-midi et le lendemain à 7 h ! Un vrai casse-tête et un challenge à relever au quotidien. Les salariés sont parfois mis à contribution pour trouver des idées de recettes du monde entier... comme ce poulet proposé au menu du restaurant social qui a permis un jour d'écouler les stocks de lait de coco livrés la veille. Cette activité est un des maillons essentiels de la **lutte contre le gaspillage alimentaire**. Elle contribue également au développement des circuits courts car une partie des légumes bio des jardins d'insertion de Tremplin y trouvent aussi un débouché.

Les produits cuisinés sont distribués au restaurant social à Bourg, dans des centres d'hébergement ou des associations partenaires. **Une moyenne de 450 repas sont cuisinés chaque jour** (160 000 repas solidaires en 2021). ■



La cuisine centrale de Tremplin transforme les produits récupérés chaque jour auprès de la Banque alimentaire. Elle fonctionne en atelier d'insertion, comme le restaurant social.

Optimiser les denrées

L'an dernier, la cuisine centrale de Tremplin a déménagé dans des locaux professionnels, plus vastes et bien équipés, rue Léopold Le Hon à Bourg. Objectif ? Se développer, professionnaliser



NOUVEAU À BOURG-EN-BRESSE

La 1^{re} agence de travail temporaire dédiée spécifiquement aux + de 45 ans

créée dans la continuité des actions développées par la MIFE (Maison de l'information sur la formation et l'emploi) d'Alfa3a en faveur de l'emploi des seniors.

Chez Xcelium, c'est l'expérience qui fait la différence !



Agence Xcelium

20 rue du 4 Septembre
01000 Bourg-en-Bresse

 contact@xcelium.fr |  @xcelium

Les 12^e Rencontres d'Interaction

PAUVRETÉ & PRÉCARITÉ DANS L'AIN 2022



Jeudi 8 décembre 2022

9 h - 17 h | Salle des fêtes de Péronnas (01)

→ Avec **Serge PAUGAM**, sociologue, directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS)

→ une **étude départementale** approfondie, dont les résultats vous seront présentés par leurs auteurs Florence Nussbaum, maître de conférence en géographie à Lyon 3, et Franck Ollivon, enseignant-chercheur à l'École normale supérieure

→ deux **tables rondes** sur les thèmes "travailleurs précaires" et "pauvreté et citoyenneté".

→ des **témoignages** de personnes concernées

INSCRIPTIONS

Prix forfaitaire
(participation + repas) :
75€ TTC / personne

Possibilité de réduction
ou de gratuité : nous contacter
pauvreteprecarite@interaction01.info